

BOYCOTT



ISRAEL

**Lutter contre l'Apartheid,
le racisme et le mensonge.**

La « Semaine de l'Apartheid d'Israël » en cours dans les universités à travers le monde, en se focalisant seulement sur les imperfections de la seule démocratie du Moyen-Orient, est soigneusement conçue pour couvrir des problèmes infiniment plus sérieux d'apartheid réel dans les nations arabes et musulmanes. La question est pourquoi tant d'étudiants s'identifient avec des régimes qui dénigrent les femmes, les homosexuels, les non musulmans, les contestataires, les défenseurs de l'environnement et les avocats des droits de l'homme, tout en diabolisant un régime démocratique qui accorde des droits égaux aux femmes (le juge à la Cour Suprême et la Présidente du Parlement d'Israël sont des femmes), aux homosexuels (il y a des généraux ouvertement homosexuels dans l'armée israélienne, aux non juifs (Musulmans et Chrétiens occupent de hautes fonctions en Israël) et aux contestataires (presque tous les Israéliens contestent quelque chose). Israël a le meilleur niveau en matière d'environnement au Moyen-Orient, il exporte plus de technologie pour la préservation de la vie que tout autre pays dans la région et il a sacrifié davantage pour la paix que tout autre pays au Moyen-Orient. Pourtant sur beaucoup de campus de collèges universitaires, Israël l'égalitaire est un paria, alors que le Hamas terroriste, sexiste, homophobe, antisémite est un champion. Il y a quelque chose de vraiment insensé dans ce tableau. **Alan M. Dershowitz**

SOMMAIRE

1. Une vaste campagne de propagande anti-israélienne intitulée "la Semaine de l'Apartheid Israélien" aura lieu en Europe et en Amérique du Nord en Mars 2011 p 3-7
 2. Déclaration des Prix Nobel en réponse à la campagne BDS d'appel au boycott académique p 8-10
 3. Pour une vraie semaine d'éducation sur l'apartheid p 10-13
 4. Le Mouvement BDS promeut la délégitimation de l'Etat d'Israël p 13
 5. Comment lutter contre la semaine de l'apartheid israélien qui aura lieu du 7 au 20 mars ? p 14 -24
 6. Pas d'apartheid pour les Arabes d'Israël p 25-26
 7. Les pro-palestiniens encouragent la misère de ces derniers en appelant au boycott p 27-28
 8. Renverser la vapeur de la campagne 'B.D.S.', G. Steinberg - J. Edelstein p 28-30
 9. Apartheid Palestinien : aucun citoyen israélien autorisé à rester dans l'état palestinien p 31-32
 10. L'A.Palestinienne propose le chômage ou la prison pour ceux qui travaillent avec ou détiennent des produits israeliens p 32-33
 11. La diabolisation d'Israël est néfaste pour les Palestiniens – M. ZAHNAN p 34-36
 12. VOUS AVEZ DIT APARTHEID ? SHMUEL TRIGANO p 37-38
 13. Boycott, mauvaise foi, mensonge : la gauche au service du fascisme islamique p39-49
 14. Les "Palestiniens" dans le monde arabe : Pourquoi le silence ? p 49-51
 15. Le racisme annoncé du futur Etat de Palestine – par Shmuel Trigano p 51-59
 16. L'Europe plus radicale que l'Autorité palestinienne ? p 59-60
 17. Le B.D.S entre histoire, lois et antisémitisme -Victor Perez p 61-63
 18. Un apartheid arabe, non israélien ! p 63-65
- Remerciements p 65

Etude de la revue CONTROVERSE

**L'ACCUSATION d'apartheid :
paresse intellectuelle
ou stratégie immorale ?**

<http://www.controverses.fr/pdf/n15/NGO2contro15.pdf>



Centre Meir Amit d'Information sur les Renseignements et le Terrorisme

[terrorism-info](#)

Israeli Apartheid Week

LEARN
About Israeli Apartheid Week
History of Israeli Apartheid Week
Past Israeli Apartheid Weeks
Information Resources

PARTICIPATE
Find a city near you
Calendar of events
Find a regional contact
Outreach materials

WATCH
Videos of IAW events
Photo pool

SOCIALIZE
IAW on Identica
IAW on Twitter
Contact us

The 7th Annual Israeli Apartheid Week 2011
March 2011

Israeli Apartheid Week organizers across the globe are gearing up for the 7th year of actions in support of Palestinian Civil Society's call for Boycotts, Divestment and Sanctions (BDS). Last year's IAW was incredibly successful with over 55

Site Internet de la Semaine de l'Apartheid Israélien (fin Janvier 2011). Droite : Carte de la grande Palestine sans indication d'Israël : la vision des organisateurs de l'évènement

Une vaste campagne de propagande anti-israélienne intitulée "la Semaine de l'Apartheid Israélien" aura lieu en Europe et en Amérique du Nord en Mars 2011. Comme la Conférence de Durban (2001), elle vise à présenter Israël comme un Etat raciste devant être boycotté jusqu'à sa chute, à l'image du régime d'apartheid sud-africain.

1. La "Semaine de l'Apartheid Israélien" est un événement annuel qui a lieu sur des douzaines de campus et d'autres lieux dans des pays occidentaux, dans le cadre de l'effort global de délégitimation d'Israël.

Son but, selon le site Internet des organisateurs, est "d'instruire" le public occidental quant à la nature d'Israël comme Etat d'apartheid et de promouvoir un boycott international qui mènera finalement à sa chute (à l'image de la chute du régime d'apartheid en Afrique du Sud). Cette année, la manifestation est prévue les 21-26 mars en Grande-Bretagne et les 7-20 mars dans d'autres pays européens ainsi qu'en Amérique du Nord.

2. Pour le moment, les organisateurs évitent de divulguer des informations sur les emplacements où les activités diverses auront lieu (vraisemblablement, les informations seront rendues disponibles plus tard). L'année dernière, les événements ont eu lieu dans plus de 50 villes à travers le monde (surtout sur des campus), y compris à Londres, Oxford, New York, Chicago, Toronto, Amsterdam et Madrid. Selon nous, les organisateurs essayeront d'organiser des actions dans les villes où ils ont eu lieu dans le passé et probablement dans d'autres villes.

3. Un grand nombre de réseaux et d'activistes impliqués dans l'effort de dé légitimation (La "Coalition Contre l'Apartheid Israélien") participent à l'organisation des événements, notamment le réseau appelé BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions - Boycott, Divestment and Sanctions).

4. Inspiré par la première Conférence de Durban (2001), BDS a été établi le 9 juillet 2005, l'année où la Semaine de l'Apartheid Israélien a vu le jour. Il est composé de nombreuses ONG palestiniennes et non-palestiniennes. Un de ses centres les plus importants est situé à Ramallah, siège d'un "comité national" pour la promotion du boycott international d'Israël. BDS promeut le boycott d'Israël dans des sphères diverses, y compris la cession d'actifs, les sanctions et la prévention de liens culturels, économiques, universitaires, ou sportifs avec l'Etat hébreu (actions semblables à celles prises contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud).

5. L'examen des thèmes de la Semaine de l'Apartheid Israélien au cours des années précédentes montre clairement qu'il s'agit d'événements bien organisés ayant lieu dans des sites divers dans le monde entier, dont le but est de saper la légitimité de l'État Israël en le dépeignant comme un pays raciste et en l'associant au régime sud-africain d'apartheid. La barrière de sécurité est ainsi qualifiée de "mur israélien d'apartheid" pour renforcer l'image d'Israël "Etat d'apartheid". Le fait de présenter d'Israël comme "Etat d'apartheid" est motivé par une tentative de faire passer Israël pour une nation raciste, aussi bien que par un effort de diffuser le message que le modèle sioniste est condamné à s'effondrer comme le régime d'apartheid en Afrique du Sud, ouvrant la voie à l'établissement d'un Etat palestinien sur toute la "Palestine".

6. En plus de se concentrer sur la comparaison entre Israël et le régime d'apartheid, la Semaine de l'Apartheid Israélien a été utilisée ces dernières années pour diffuser d'autres messages visant à délégitimer, calomnier et isoler Israël, à le transformer en Etat paria et à promouvoir sa chute.

De tels messages réclament la condamnation de l'Etat d'Israël qui commet des actes de "purification ethnique" contre les Palestiniens (à l'image de la Serbie, dont les leaders ont été accusés de crimes de guerre) ; l'exigence que tous les réfugiés palestiniens se voient accorder le droit de retourner d'où ils sont partis en 1948 (sachant que la réalisation du "droit au retour" signerait la fin d'Israël comme Etat juif et démocratique) ; l'appel à un boycott économique, social et culturel d'Israël ; ainsi que l'exigence de mettre fin à "l'occupation" et à "la colonisation" "de tous les territoires arabes"

(cf., l'élimination de l'État d'Israël, dont le territoire est considéré comme palestinien/arabe).

Les origines de la Semaine de l'Apartheid Israélien

7. La Semaine de l'Apartheid Israélien et l'établissement de la campagne BDS découlent de la première Conférence de Durban (Août-Septembre 2001) organisée sous les auspices de l'ONU et intitulée "Conférence Mondiale contre le Racisme, la Discrimination Raciale, la Xénophobie et l'Intolérance". La conférence a pris la tournure d'une tribune antisémite et anti-israélienne incluant la banalisation de l'Holocauste.

8. La déclaration finale des ONG ayant participé à la conférence de Durban prônait "une politique d'isolement complet et total d'Israël comme un Etat d'apartheid... l'imposition de sanctions obligatoires et complètes et des embargos, la cessation totales de tous les liens... entre tous les Etats et Israël".

Événements de la Semaine de l'Apartheid Israélien

Au cours des années précédentes

9. Les événements de la Semaine de l'Apartheid Israélien sont organisés sur des campus et d'autres sites dans le monde entier afin "d'éduquer" les foules quant à la nature d'Israël comme un système d'apartheid, ainsi que pour promouvoir des campagnes de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS) (Site Internet des organisateurs de la Semaine de l'Apartheid Israélien).

10. Le premier événement de la Semaine de l'Apartheid Israélien a eu lieu en 2005 à l'Université de Toronto, au Canada et a été organisé par des immigrants palestiniens et des étudiants arabes. Il comprenait un cours de l'historien israélien antisioniste Ilan Pappé intitulé "Résistance à l'Apartheid israélien : Désinvestissement et Intifada palestinienne". En 2006, l'événement a été organisé dans quatre villes au Canada et en Grande-Bretagne, notamment à Oxford. En 2007, l'activité s'est étendue aux États-Unis (Université de New York) ; en 2008, la Semaine de l'Apartheid Israélien s'est concentrée sur le "droit au retour" des réfugiés palestiniens et était intitulée "60 Ans de purification ethnique et d'exil des Palestiniens".

11. En 2009, des manifestations juives et israéliennes ont eu lieu contre les actions de la Semaine de l'Apartheid Israélien et leur diffusion sur les campus. Dans ce cadre, une émeute a eu lieu à l'Université de York, à Toronto, quand une foule en colère d'environ cent activistes anti-israéliens a commencé à marteler les portes vitrées du club d'étudiants juifs Hillel et à scander des slogans racistes contre les étudiants à l'intérieur. La Police a été appelée pour escorter les étudiants juifs en sécurité.

12. Les événements de la Semaine de l'Apartheid Israélien de Mars 2010 ont touché plus de 50 villes en Europe et en Amérique du Nord. A Londres, les organisateurs ont fait appel à des porte-parole juifs et israéliens qui, avec leurs

Rapport de l'Institut Reut sur BDS.

homologues palestiniens, ont pris part à une campagne décrivant Israël comme "un État d'apartheid". Ci-après des exemples des activités de la Semaine de l'Apartheid Israélien de 2010 (selon le site Internet de l'événement, fin Janvier 2011) :

a. Londres : Les cellules palestiniennes des Universités LSE, UCL et SOAS devaient accueillir un panel sur "l'occupation israélienne". Les orateurs devaient inclure un conférencier de l'Université de Tel-Aviv et le Dr. Sari Hanafi, chercheur de l'Université américaine de Beyrouth.

b. New York : Dans le cadre de la Semaine de l'Apartheid Israélien, une soirée consacrée à Gaza devait être organisée. Les organisateurs planifiaient de placer une maquette du "mur israélien d'apartheid" sur un site appelé Low Plaza. Ils étaient aussi supposés organiser des événements comme un panel appelant à un boycott d'Israël, une marche de protestation contre une collecte de fonds pour Tshal et une nuit de projection de films et d'histoires de Palestiniens récemment revenus de Palestine.

c. Chicago : Les événements comprenaient la distribution de prospectus dans les rues de la ville, un panel étudiant avec des porte-parole palestiniens à l'Université De Paul, la projection d'un film sur Gaza intitulé "Tuer un Eléphant" au Centre Culturel Latino, etc.

d. Amsterdam : Les événements de la Semaine de l'Apartheid Israélien comprenaient trois conférences d'un activiste israélien d'extrême-gauche du Centre Alternatif d'Information, très actif en Europe pour promouvoir un boycott.

L'École d'Études Orientales et Africaines (SOAS) fait partie de l'Université de Londres. La cellule palestinienne de SOAS est activement impliquée dans la propagande anti-israélienne. Le Centre de Retour palestinien (CPR), une organisation britannique affiliée au Hamas et aux Frères Musulmans, organise de nombreuses activités anti-israéliennes dans l'université.

Le Dr. Sari Hanafi enseigne la sociologie à l'Université américaine de Beyrouth et est l'ancien directeur de Shaml, le Centre des Réfugiés Palestiniens et de la Diaspora de Ramallah. Selon Hanafi, le modèle de deux États mènera à l'apartheid et non à deux États. Au lieu de cela, il propose un modèle "post-national" alternatif - l'établissement d'une confédération israélo-palestinienne qui offrirait la citoyenneté à tous les Palestiniens, même s'ils ne retournent pas chez eux (jadal.mada-research.org).

Un documentaire anti-israélien d'Alberto Arce, fondé sur des témoignages de ressortissants étrangers restés dans la bande de Gaza pendant l'Opération Plomb Durci : des volontaires de l'ISM et de Free Gaza (deux organisations majeures dans la coalition qui dirige l'effort de délégitimation d'Israël) et deux journalistes d'Al-Jazeera (une chaîne de télévision qui a été impliquée dans la propagande pro-Hamas et l'incitation anti-israélienne vicieuse pendant l'opération Plomb Durci).

Déclaration des Prix Nobel en réponse à la campagne BDS d'appel au boycott académique

02/11/2010 - [ambisrael](#)

Convaincus que l'appel au boycott, au désinvestissement et aux sanctions des institutions académiques et culturelles :

- Vont à l'encontre des principes de liberté académique et scientifique
- Contreviennent aux principes de liberté d'expression et de recherche
- Sont susceptibles de constituer une discrimination en vertu de l'origine relative à un Etat nation

Nous soussignés, Lauréats du Prix Nobel, appelons les étudiants, les enseignants et administrateurs de facultés à vaincre et dénoncer les campagnes d'appels au boycott, au désinvestissement et aux sanctions à l'encontre des institutions académiques, universitaires ou affiliées à des centres de recherche et de formation israéliens.

De plus, nous encourageons les étudiants, les enseignants et administrateurs de facultés à promouvoir et fournir des opportunités au débat académiques citoyen pour que les parties s'engagent vers une résolution des conflits et des problèmes plutôt que de servir d'incubateurs à la défiance polémique, la propagande et l'incitation à la haine.

Nous nous sommes dévoués, comme beaucoup d'autres, en faveur de l'amélioration de la condition humaine en consacrant notre tâche souvent difficile et insaisissable à la compréhension de phénomènes complexes et insolubles en apparence. Nous sommes convaincus que l'Université oeuvre en sa qualité de communauté coopérative et collaborative à la fois ouverte, tolérante et respectueuse, dédiée aux pratiques de résolution de problèmes complexes.

<p>Signataires :</p> <p>Sidney Altman Yale University Prix Nobel de Chimie, 1989</p>	<p>Lawrence Klein University of Pennsylvania Prix Nobel d'Economie, 1980</p>
<p>Kenneth Arrow Stanford University Prix Nobel d'Economie, 1972</p>	<p>Walter Kohn University of California Santa Barbara Prix Nobel de Chimie, 1998</p>

Robert J. Aumann Hebrew University of Jerusalem Prix Nobel d'Economie, 2005	Roger D. Kornberg Stanford University Prix Nobel de Chimie, 2006
Mario Capecchi University of Utah Prix Nobel de Médecine, 2007	Harold Kroto Florida State University Prix Nobel de Chimie, 1996
Aaron Ciechanover Technion Prix Nobel de Chimie, 2004	Finn Kydland University of California Santa Barbara Prix Nobel d'Economie, 2004
Claude Cohen-Tannoudji École Normale Supérieure Prix Nobel de Physique, 1997	Leon Lederman Fermi National Accelerator Laboratory Prix Nobel de Physique, 1988
Robert Curl Rice University Prix Nobel de Chimie, 1996	Tony Leggett University of Illinois Urbana-Champaign Prix Nobel de Physique, 2003
Edmond H. Fischer University of Washington Prix Nobel de Médecine, 1992	Robert Lucas, Jr. University of Chicago Prix Nobel d'Economie, 1995
Jerome Friedman Massachusetts Institute of Technology Prix Nobel de Physique, 1990	Rudolph A. Marcus California Institute of Technology Prix Nobel de Chimie, 1992
Andre Geim Manchester University Prix Nobel de Physique, 2010	Roger Myerson University of Chicago Prix Nobel d'Economie, 2007
Sheldon Glashow Boston University Prix Nobel de Physique, 1979	George A. Olah University of Southern California Prix Nobel de Chimie, 1994
David Gross University of California Santa Barbara Prix Nobel de Physique, 2004	Douglas Osheroff Stanford University Prix Nobel de Physique, 1996
James Heckman University of Chicago Prix Nobel d'Economie, 2000	Martin L. Perl Stanford University Prix Nobel de Physique, 1995
Avram Hershko Technion Prix Nobel de Chimie, 2004	Andrew V. Schally University of Miami Prix Nobel de Médecine, 1977
Roald Hoffman Cornell University Prix Nobel de Chimie, 1981	Richard R. Schrock Massachusetts Institute of Technology Prix Nobel de Chimie, 2005

Russell Hulse University of Texas Dallas Prix Nobel de Physique, 1993	Phillip A. Sharp Massachusetts Institute of Technology Prix Nobel de Médecine, 1993
Tim Hunt London Research Institute Prix Nobel de Médecine, 2001	Steven Weinberg University of Texas at Austin Prix Nobel de Physique, 1979
Daniel Kahneman Princeton University Prix Nobel d'Economie, 2002	Elie Wiesel Prix Nobel pour la Paix, 1986
Eric Kandel Columbia University Prix Nobel de Médecine, 2000	Torsten Wiesel Rockefeller University Prix Nobel de Médecine, 1981

Pour une vraie semaine d'éducation sur l'apartheid

Par Alan M. Dershowitz

Jérusalem Post 07 mars 2010

[.jpost.com](http://jpost.com)

Adaptation française de Sentinelle 5770

Chaque année à peu près à cette époque, des étudiants islamiques radicaux – soutenus par des professeurs anti-Israël radicaux – montent un évènement qu'ils appellent « Semaine d'Apartheid d'Israël ». Pendant cette semaine, ils tentent de persuader des étudiants sur les campus à travers le monde de disqualifier Israël comme un régime d'apartheid. La plupart des étudiants semblent ignorer les rodomontades de ces extrémistes, mais certains naïfs semblent les prendre au sérieux. Quelques étudiants pro-Israël et juifs disent qu'ils sont intimidés quand ils essaient de répondre à ces contrevérités. Etant fortement opposé à toute censure, ma solution est de combattre ce mauvais discours par un bon discours, aux mensonges par la vérité et à la mauvaise pratique éducative par l'éducation réelle.

Dans ce sens, je soutiens une "Semaine d'Education sur l'Apartheid au Moyen-Orient" à organiser dans les universités à travers le monde. Elle serait fondée sur le principe du « pire d'abord » selon les droits de l'homme universellement acceptés. En d'autres termes, les pires formes d'apartheid pratiquées par des nations et des entités du Moyen-Orient seraient étudiées et présentées d'abord. Puis les pratiques d'apartheid d'autres pays seraient étudiées selon l'ordre de gravité et d'impact sur les minorités vulnérables.

Selon ce principe, le premier pays étudié serait l'Arabie saoudite. Ce royaume tyrannique pratique l'apartheid à l'extrême selon le sexe, reléguant les femmes à un statut extrêmement bas. En fait, un imam saoudien important a récemment publié une fatwa déclarant que celui qui défend des femmes travaillant à côté d'hommes ou met en péril l'apartheid absolu entre les sexes mérite l'exécution.

Les Saoudiens pratiquent aussi l'apartheid fondé sur l'orientation sexuelle, exécutant et emprisonnant les homosexuels et lesbiennes saoudiens. Enfin, l'Arabie saoudite pratique ouvertement l'apartheid religieux. Il existe des routes spéciales pour « Musulmans seulement ». Elle fait de la discrimination contre les Chrétiens, leur refusant le droit de pratiquer ouvertement leur religion. Et il est inutile de dire qu'elle n'autorise pas les Juifs à vivre en Arabie saoudite, de posséder une propriété ou même (à quelques exceptions) d'entrer dans le pays. Voilà pour l'apartheid au plus haut niveau.

La deuxième entité sur toute liste d'apartheid serait le Hamas, le gouvernement de facto de la bande de Gaza. Le Hamas discrimine aussi ouvertement contre les femmes, les homosexuels et les Chrétiens. Il ne permet aucune contestation, aucune liberté d'expression et aucune liberté de religion.

Chacun des pays du Moyen-Orient pratique ces formes d'apartheid à un degré ou à un autre. Considérez la nation la plus « libérale » et pro américaine de la région, à savoir la Jordanie. Le royaume de Jordanie, dont le roi lui-même admet que ce n'est pas une démocratie, possède une loi dans son code interdisant aux Juifs de devenir citoyens ou de posséder de la terre. Malgré les efforts de sa reine progressiste, les femmes sont toujours soumises de fait dans presque tous les aspects de la vie jordanienne.

L'Iran, bien sûr, ne pratique aucune discrimination contre les homosexuels, parce que son président a assuré qu'il n'y a pas d'homosexuels en Iran. Au Pakistan, des Sikhs ont été exécutés pour avoir refusé de se convertir à l'Islam, et à travers le Moyen-Orient, des crimes d'honneur contre les femmes sont pratiqués, souvent avec le clin d'œil complice des autorités religieuses et laïques.

Chaque pays musulman au Moyen-Orient possède une seule religion établie, à savoir l'Islam, et n'a aucune prétention à permettre l'égalité religieuse aux membres des autres religions. Voilà une brève revue de certaines, mais certainement pas toutes, pratiques d'apartheid au Moyen-Orient.

Maintenant tournons-nous vers Israël. L'Etat juif d'Israël, laïque, reconnaît pleinement les droits des Chrétiens et des Musulmans et interdit toute discrimination fondée sur la religion (exceptée contre les Juifs conservateurs et réformés, mais ceci est une autre histoire !). Les citoyens musulmans et chrétiens d'Israël (qui sont plus d'un million) ont le droit de vote et des élus à la Knesset, dont certains s'opposent au droit à l'existence d'Israël.

Il y a un Arabe membre de la Cour Suprême, un Arabe membre du gouvernement et nombre d'Arabes israéliens occupant des positions importantes dans les affaires, les universités et la vie culturelle de la nation.

Il y a deux ans, j'assistais à un concert du YMCA où Daniel Barenboïm dirigeait un orchestre mêlant des musiciens israéliens et palestiniens. L'auditoire était composé d'Israéliens et de Palestiniens, et l'homme assis à côté de moi était un Arabe israélien – le ministre de la culture de l'Etat d'Israël. Quelqu'un peut-il imaginer que ce type de concert ait eu lieu dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, ou dans l'apartheid d'Arabie saoudite ?

Il y a une liberté totale d'expression en Israël et elle est vigoureusement utilisée par les Musulmans, les Chrétiens ainsi que les Juifs. Et Israël est une démocratie vibrante.

Ce qui est vrai d'Israël même, y compris les régions arabes israéliennes, n'est pas vrai des territoires occupés. Israël a mis fin à l'occupation de la bande de Gaza il y a sept ans, pour n'obtenir que des attaques de roquettes du Hamas. Israël maintient son occupation de la Rive Occidentale uniquement parce que les Palestiniens ont refusé une offre généreuse d'Etat sur 97% de la Rive Occidentale, avec sa capitale à Jérusalem et 35 milliards de \$ de compensation pour les réfugiés. S'ils avaient accepté cette offre du président Bill Clinton et du Premier ministre Ehud Barak, il existerait aujourd'hui un Etat palestinien sur la Rive Occidentale. Il n'y aurait pas de barrière de séparation. Il n'y aurait pas de routes réservées aux citoyens israéliens (Juifs, Arabes et Chrétiens). Et il n'y aurait pas d'implantations civiles.

Je me suis longtemps opposé aux implantations civiles sur la Rive Occidentale, comme beaucoup, peut-être la plupart des Israéliens le font. Mais appeler l'occupation continue, du fait du refus des Palestiniens d'accepter une solution à deux Etats « apartheid », est faire mauvais usage de ce mot. Comme ceux d'entre nous qui ont combattu dans la vraie lutte contre l'apartheid le comprendront, il n'y a aucune comparaison entre ce qui est arrivé en Afrique du Sud et ce qui se produit maintenant sur la Rive Occidentale. Comme le Représentant au Congrès John Connyors, qui aida à établir le rassemblement noir au Congrès, l'a bien formulé : « Appliquer le mot 'apartheid' à Israël ne sert pas la cause de la paix, et son usage contre le Peuple juif en particulier, dont les membres ont été victimes de la pire espèce de discrimination, discrimination aboutissant à la mort, est injurieux et faux ».

La « Semaine de l'Apartheid d'Israël » en cours dans les universités à travers le monde, en se focalisant seulement sur les imperfections de la seule démocratie du Moyen-Orient, est soigneusement conçue pour couvrir des problèmes infiniment plus sérieux d'apartheid réel dans les nations arabes et musulmanes.

La question est pourquoi tant d'étudiants s'identifient avec des régimes qui dénigrent les femmes, les homosexuels, les non musulmans, les contestataires, les défenseurs de l'environnement et les avocats des droits de l'homme, tout en diabolisant un régime démocratique qui accorde des droits égaux aux femmes (le juge à la Cour Suprême et la Présidente du Parlement d'Israël sont des femmes), aux homosexuels (il y a des généraux ouvertement homosexuels dans l'armée israélienne, aux non juifs (Musulmans et Chrétiens occupent de hautes fonctions en Israël) et aux contestataires (pratiquement tous les Israéliens contestent quelque chose). Israël a le meilleur niveau en matière d'environnement au Moyen-Orient, il exporte plus de technologie pour la préservation de la vie que tout autre pays dans la région et il a sacrifié davantage pour la paix que tout autre pays au Moyen-Orient. Pourtant sur beaucoup de campus de collèges universitaires, Israël l'égalitaire est un paria, alors que le Hamas terroriste, sexiste, homophobe, antisémite est un champion. Il y a quelque chose de vraiment insensé dans ce tableau.

Le Mouvement BDS promeut la dé-légitimation de l'Etat d'Israël



Ce document exceptionnel traduit par Dominique pour l'Institut Reut nous permet de comprendre les principaux objectifs, mais aussi l'absence de résultats patents du Mouvement BDS, au-delà de la seule agitation idéologique qui consiste à désigner à la vindicte Israël comme l'Etat paria par excellence, celui, le seul, qu'il faille abhorrer.

Ce mouvement unilatéral et donc profondément antihumaniste, sous son vernis, incite à la haine, à la ségrégation morale, économique et politique et est, in fine, opposé à une solution négociée, à torts partagés, depuis les prémisses du conflit, au Proche-Orient.

Il est l'enfant illégitime (parce qu'agissant en dehors de toute légalité) de la conférence de Durban 2001 et assume sans complexe le caractère "raciste" de cette entreprise qu'avait su déceler le Commissaire aux Droits de l'homme de l'ONU, à l'époque, Mary Robinson, qui avait dû refuser les conclusions de la conférence des "ONG".

M.Brzustowski. [Le document](#) >  [ICI](#)

Comment lutter contre la semaine de l'apartheid israélien qui aura lieu du 7 au 20 mars ?

Par DANILETTE

<http://danilette.over-blog.com/article-comm-68391998.html>

Non. Israël n'a rien à voir avec un régime d'apartheid. 20 % de la population ne sont pas juifs : Arabes musulmans et chrétiens, Druzes, Bahaïs, Circassiens, etc...y sont représentés sans aucune discrimination. **Pendant l'apartheid** les Noirs étaient majoritaires mais n'avaient pas le droit de vote. **En Israël**, la minorité arabe a le droit de vote et même des représentants au parlement israélien.

Pendant l'apartheid, les Noirs ne pouvaient avoir de relations sexuelles avec les Blancs, ils ne pouvaient pas prendre les mêmes moyens de transport, ni donner ou recevoir du sang et des organes des Blancs, ils ne pouvaient pas se faire soigner dans les hôpitaux réservés aux Blancs. **En Israël**, les Palestiniens sont libres de toutes relations sexuelles (y compris homosexuelles), les moyens de transport ne sont bien sûr pas réservés aux seuls juifs israéliens (et ce, malgré le risque d'attentat), chacun peut donner ou recevoir du sang et des organes, les hôpitaux sont ouverts à tous, sans aucune distinction (180.000 Palestiniens ont été soignés dans les hôpitaux israéliens en Israël durant l'année 2010).

Pendant l'apartheid, les Noirs ne bénéficiaient d'aucun droit au travail. **En Israël**, les salaires et les avantages sociaux des travailleurs arabes sont les mêmes que ceux de leurs homologues israéliens. Le droit syndical est le même pour tous.

Pendant l'apartheid, les Noirs n'avaient pas accès aux écoles et universités. **En Israël** près de 59 % des jeunes filles arabes israéliennes fréquentent l'école durant plus de huit ans. Plus de 300.000 enfants arabes vont en classe dans les écoles israéliennes. **Pendant l'apartheid**, les Noirs avaient des places réservées au cinéma, les plages étaient séparées. **En Israël**, chacun est parfaitement libre de se rendre au cinéma ou à la plage, sans discrimination. L'arabe, comme l'Hébreu est langue officielle en Israël. Israël n'est ni un Etat raciste, ni ségrégationniste, mais démocratique et favorisant la liberté d'expression.

Le site EOZ, Elders of Zion a créé des posters pour lutter contre cet évènement mondial et donne la possibilité d'éditer ses posters, renseignements sur le site : <http://elderofzion.blogspot.com/2011/02/eoz-apartheid-week-posters-go.html>

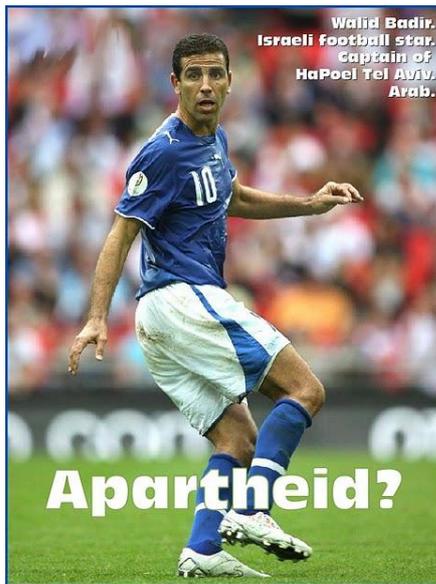
Voici quelques uns des posters :



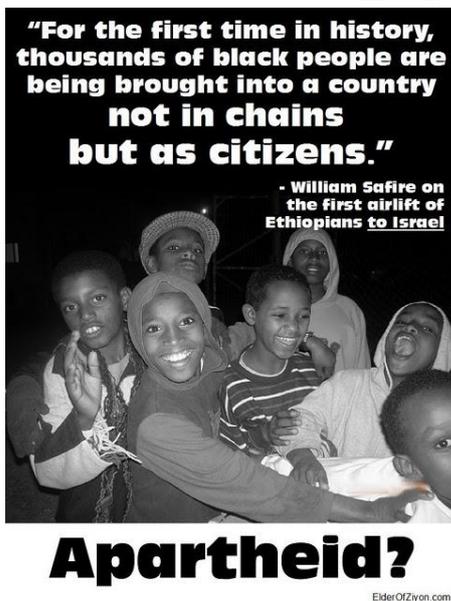
Des Juifs et des Arabes faisant leurs courses dans un supermarché, dans les territoires.



Des Juifs et des Arabes nageant ensemble dans la mer morte



Walid Badir, une star du foot
israélien. Capitaine de
l'HaPoel Tel Aviv



Pour la 1ère fois de l'histoire,
des milliers d'Africains noirs
sont transportés dans un pays
PAS ENCHAÎNES MAIS en
tant que CITOYENS-
William Safire sur le premier
transport aérien d'Ethiopiens
vers Israël



Mira Awad, actrice, chanteuse, compositrice arabe qui a représenté Israël à l'Eurovision 2009



Rana Raslan, Arabe, ancienne Miss Israël



Angelina Tarif, Arabe, autre Miss Israël



Majalli Wahabi, Druze, ancien Président du parlement israélien. A rempli les fonctions de Président d'Israël en février 2007. Actuel Vice-ministre des Affaires étrangères et Vice-président du Parlement

Reda Mansour.
Israeli historian, poet, and
onetime ambassador to Ecuador.
Druze.



ElderOfZiyon.com

Reda Mansour, Druze, historien israélien, poète, ex-ambassadeur en Equateur

Salim Joubran
Israeli Supreme Court Justice.
Arab.



Salim Joubran, Arabe, juge à la Cour Suprême

ElderToons



ElderOfZiyon.com

Depuis une photo véritable



Chaque année, des milliers de réfugiés africains risquent leurs vies pour atteindre Israël en passant par des pays musulmans (dont l'Egypte où ils sont maltraités ou tués et le sinai où ils sont souvent pris en otage et subissent des sévices [link](#), [link](#)).

Je suppose qu'ils n'ont jamais entendu dire qu'Israël est un état d'apartheid !

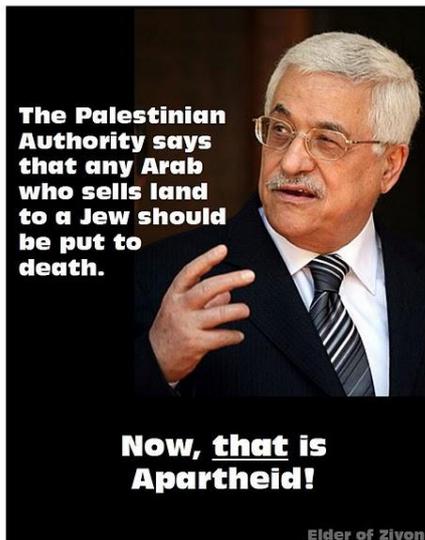


Dans tous les pays arabes des lois discriminatoires contre les Palestiniens existent.

Cela c'est de l'APARTHEID !

Now, that is apartheid!

ElderofZiyon.com



L'autorité Palestinienne condamne à mort quiconque vend un bien immobilier à un Juif (même si la vente a eu lieu il y a 30 ans ! [link](#))

"I will never allow a single Israeli to live among us on Palestinian land"

- Mahmoud Abbas, July 28 2010, speaking to Egyptian media



"Je n'autoriserai jamais un seul Israélien à vivre parmi nous sur une terre palestinienne" Mahmoud Abbas, le 28 juillet 2010

Cela c'est de l'APARTHEID !

Anti-Israel protesters



support these guys.

ElderOfZiyon.com

Ceux qui protestent contre Israël, soutiennent ces gens. (y compris Hessel qui est allé apporter son soutien au chef du Hamas à Gaza, Hanyié)



13 des 120 députés israéliens sont arabes, ce qui à l'échelle française donnerait 60 députés arabes (sur 577)

etc.



Naza Mahmoud,
champion de patinage
artistique



Youssef Mishlab,
ancien général de
Tsahal

Existe-t-il un général
français arabe dans
l'armée française ?



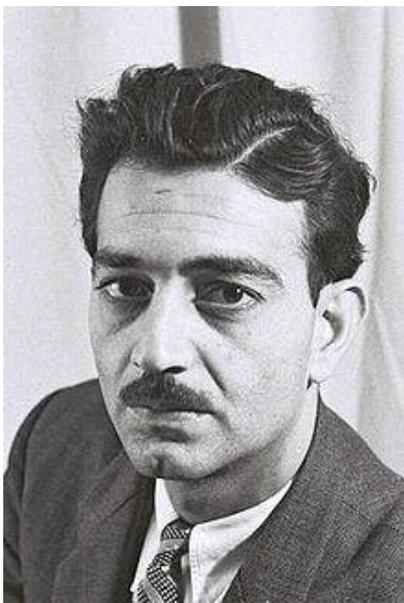
Sayed Kashua --- un
comédien très
populaire



Khaled Abu Toameh ---
un journaliste très
connu en Israël



Raleb Majadele,
ministre du
gouvernement



Emile Habibi, écrivain,
a reçu le prix Israël de
littérature en 1992



Professeur Hossam
Haick [link](#)
Néphrologue qui a
participé à la mise au
point d'un nouveau
diagnostic de
l'insuffisance rénale au
moyen d'un "nez
electronique"



Elinor Joseph, 1ère femme d'une unité de combat dans l'armée israélienne [link](#)

Selon des données présentées par Tsahal [link](#) le nombre de Druzes qui entreprennent des études médicales est en forte augmentation. Elles indiquent également que de nombreux jeunes hommes et jeunes femmes de cette communauté choisissent de participer au programme Atuda de Tsahal qui permet aux étudiants de finir leur cursus universitaire avant de s'enrôler, en échange d'une période de service plus longue, pendant laquelle ils exercent le métier qu'ils ont appris. Ainsi les Druzes qui ont étudié la médecine seront médecins dans l'armée. Pour le colonel Ahmed Ramiz, qui dirige le département druze au sein des ressources humaines de Tsahal, les Druzes "comprennent que c'est un moyen pour eux de combler l'écart social, d'apporter une contribution à l'armée et de changer la réalité de leurs villes".





Les Circassiens en Israël ? [link](#) Les Circassiens sont arrivés en Israël en provenance des Balkans dans les années 1880. Avec la création de l'état juif et démocratique d'Israël, des dizaines de familles ont quittés leurs villages pour vivre à travers tout le territoire. Kfar Kama est aujourd'hui le plus grand village des Circassiens. Les enfants apprennent l'hébreu, l'anglais et le circassien à l'école (école juive ou arabe). L'alphabet national circassien du Caucase est utilisé dans l'enseignement des jeunes enfants. Les Circassiens servent dans l'armée et dans les forces de police. C'est la loi circassienne (LaKhabza) qui régit la conduite des Circassiens et règle toutes les questions entre eux.

Le boxeur israélien Youssef Abdelghani a remporté Vendredi 11 juin 2010 la médaille de bronze du Championnat européen amateur de boxe qui s'est tenu à Moscou. Abdelghani est né à Akko (Saint-Jean-d'Acre) au nord de Haïfa. Il s'entraîne au Club Golden Gloves de la ville, dans le poids de 91 kilogrammes. Ce n'est pas la première fois qu'un sportif issu de la minorité arabe représente Israël à l'étranger. Abou Lashin, un autre boxeur Arabe de Nazareth qui combat sous le nom de Israël Kid a défendu son titre avec succès à quatre reprises. [link](#) Il y a seize ans, Marwan Jaber, jeune arabe de 17 ans habitant à Shouafat dans un quartier est de Jérusalem, ayant terminé son collège s'embauche pour la « plonge » au café restaurant « The Little Jerusalem », installé au rez-de-chaussée de Ticho House. Aujourd'hui il est chef cuisinier très prisé dans le monde culinaire de Jérusalem. [link](#)

Gamila Hiar, 68 ans, plus connue sous le nom de « Grand-mère Gamila », est originaire d'un petit village de Haute-Galilée, Peqiin, à côté de Safed. Dans son village, elle a fondé une entreprise de savon fait main, entreprise qui est devenue internationale. En Israël, elle emploie 25 femmes chrétiennes, druzes, musulmanes et juives. Mais au-delà de son entreprise, elle favorise au sein de sa communauté l'éducation et l'émancipation des femmes. Elle a également une usine en Hollande. La fabrication du savon a commencé dans sa cuisine, et la production atteint aujourd'hui 30.000 unités par semaine. « Je suis très fière. Très fière. Et très honorée de porter le flambeau » a déclaré Gamila après la cérémonie. « Mes produits sont inhabituels et désormais internationaux – ils sont vendus dans 13 pays. Le mois dernier, j'étais au Portugal et en Hollande pour tenir des conférences de presse » ajoute Gamila.



Sur le site de l'Institut Hudson, 9 mars 2010

Texte anglais original: For Israel's Arabs It Is Not Apartheid

Traduction française : D.E.G., pour debriefing.org

Pas d'apartheid pour les Arabes d'Israël, Khaled Abu Toameh

Un député arabe du Parlement israélien [Knesset] qui fait le long voyage pour se rendre aux États-Unis et au Canada dans le but de dire aux étudiants et professeurs d'université qu'Israël est un État d'apartheid, n'est pas seulement un hypocrite et un menteur, mais il cause également des dommages énormes aux intérêts de ses propres électeurs arabes et de tous les électeurs.

Si Israël est un Etat d'apartheid, que fait cet Arabe à la Knesset ? Est-ce que l'apartheid ne signifie-t-il pas justement que quelqu'un comme ce député de la Knesset ne serait pas autorisé à se présenter aux élections ?

Heureusement, les citoyens arabes peuvent fréquenter les mêmes plages, les mêmes restaurants et les mêmes centres commerciaux que les Juifs dans cet « Etat d'apartheid ». En outre, ils peuvent se présenter à n'importe quelle élection et même avoir un ministre au gouvernement (Ghaleb Majadlah), pour la première fois.

Dans cet « Etat d'apartheid », la communauté arabe a une presse libre que de nombreux Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza leur envient. Ironie de situation : un journal arabe de Nazareth ou de Haïfa sous législation israélienne bénéficie de plus de liberté que les médias contrôlés par le Hamas et le Fatah, ou par la plupart des dictatures arabes corrompues.

Autre ironie : ce membre du Parlement qui se plaint de l'apartheid jouit de plus de privilèges que la plupart des Juifs et des Arabes en Israël. En tant que parlementaire, il a le droit de faire beaucoup de choses qu'un citoyen ordinaire ne peut pas faire, essentiellement grâce à l'immunité dont il bénéficie en tant que représentant élu.

Son immunité parlementaire lui permet de pénétrer dans des zones où les simples citoyens juifs et Arabes ne peuvent accéder. Ce membre de la Knesset peut se rendre, par exemple, dans les territoires contrôlés par l'Autorité Palestinienne, alors qu'ils sont interdits aux simples citoyens israéliens depuis de nombreuses années.

Ce membre de la Knesset peut aussi parfois même contrevenir à la loi en visitant des pays hostiles comme la Syrie et le Liban et tenir des réunions publiques avec les dirigeants du Hamas et du Hezbollah [1].

Il est vrai que la communauté arabe d'Israël a longtemps été confrontée à des problèmes réels, qui doivent être traités d'urgence.

Le principal problème est et demeure la discrimination par l'Establishment en particulier quand il s'agit de l'emploi, des infrastructures et de l'allocation des fonds publics et des terres.

Néanmoins, les citoyens arabes ne luttent pas pour la séparation d'Israël. Ils se battent plutôt pour l'intégration, l'égalité, de meilleurs services et un meilleur traitement. Les citoyens arabes sont heureux de vivre en Israël, où ils ont toujours eu une moyenne de 10 députés [2] à la Knesset.

En dénonçant Israël comme un Etat d'apartheid, ce membre du parlement, qui s'est envolé pour l'Amérique du Nord, aide effectivement ceux qui essaient d'éviter le vrai problème : la discrimination. En se focalisant sur la question de l'apartheid, il détourne l'attention du problème réel et trahi les intérêts de son propre peuple.

Les citoyens arabes d'Israël préféreraient voir leurs députés siéger au parlement et lutter pour l'égalité et de meilleurs services pour le secteur arabe plutôt que de les voir participer à la « Semaine de l'Apartheid d'Israël » dans une université d'Ottawa ou de Toronto.

Il est difficile de comprendre comment la participation d'un député arabe de la Knesset à la « Semaine de l'Apartheid d'Israël » sur un campus universitaire aux États-Unis ou au Canada, aide la cause des 1,4 millions de citoyens arabes d'Israël. En fait, cela pourrait être dommageable aux citoyens arabes et à leur combat contre la discrimination.

La présence de ce député arabe israélien sur ces campus joue en faveur des israéliens qui accusent les citoyens arabes (la majorité d'entre eux restant loyale à l'État) d'être « une cinquième colonne » et un « ennemi de l'intérieur ». Plus les Juifs auront peur de leurs concitoyens arabes, plus ces derniers vont souffrir.

La meilleure façon de contredire les extrémistes comme ce député, est d'offrir aux citoyens arabes des services et des droits égaux. Bien sûr, Israël n'est pas un Etat d'apartheid. Mais Israël doit se réveiller et commencer à s'attaquer sérieusement au problème de la minorité arabe avant qu'il ne soit trop tard.

Khaled Abu Toameh

Institut Hudson, New York

[1] C'est déjà arrivé plusieurs fois.

[2] 10 députés sur 120 membres de la Knesset, ce qui correspondrait à 48 députés arabes (sur 577) à L'Assemblée Nationale en France !

© **Debriefing**

Mis en ligne le 11 mars 2010, par Menahem Macina, sur le site debriefing.org

Les pro-palestiniens encouragent la misère de ces derniers en appelant au boycott



Par Jean Vercors Groupe LE PEUPLE MONDE –La page d'Aschkel

Aujourd'hui les pro-palestiniens qui pullulent sur le net et dans le monde en lançant des appels au boycott du Made in Israël veulent encourager la misère des palestiniens.

En oubliant l'essentiel, les premières victimes de ces décisions sont les palestiniens eux-mêmes.

A croire que les initiateurs de telles mesures se moquent bien en réalité des palestiniens. Une décision contre le gel de la construction dans les territoires de Judée Samarie est un non sens criminel.

Elle empêche certes les localités juives de se développer comme elles l'entendraient. Mais cela est vraiment un moindre mal par rapport au préjudice subi par les travailleurs palestiniens qui du jour au lendemain se retrouvent sans travail et donc sans ressources !

On parle de 40.000 ouvriers employés dans les chantiers pour un salaire de 25 € par jour sans compter le nombre conséquent de travailleurs clandestins. S'ils trouvaient du travail à Bethléem ils gagneraient seulement 9 € par jour soit 3 fois moins sous l'autorité Palestinienne que du côté Israélien.

Un chiffre concret explique une réalité : Israël n'exploite personne et ce n'est pas l'Apartheid

Plus de 200.000 palestiniens vivent grâce aux emplois dans le bâtiment offerts par des entreprises Israéliennes.

Une décision du gel des constructions fabriquera de nombreux chômeurs qui pourraient rapidement devenir de nouveaux candidats de la violence et relancer le terrorisme contre Israël.

Les palestiniens se plaignent du boycott anti-Israël !

Le Secrétaire général de la Fédération des Syndicats des travailleurs palestiniens (PFGTU) a déclaré à une délégation de TULIP que son organisation n'était pas intéressée par le boycott d'Israël. A l'occasion d'une journée de réunions à Naplouse, Shaher Sa'ed s'est exprimé devant les représentants de sept syndicats, en affirmant que sa première priorité était d'aider les travailleurs palestiniens et que la Fédération des Syndicats n'avait jamais approuvé la politique générale de boycott.

Sa'ed a consenti que le soutien de la Fédération au boycott (de la production en provenance des implantations), provoquerait de grosses nuisances et ne servirait pas les intérêts des 30.000 Palestiniens qui sont régulièrement employés.

“Si le boycott fonctionnait rien qu’un peu, nous n’aurions plus rien à manger, plus de quoi payer l’électricité ou le gaz pour faire à manger. Il faut être réaliste, un boycott d’Israël et des produits fabriqués dans les implantations est ce qu’il y a de pire pour nous, palestiniens” a t-il affirmé avant de renchérir; “c’est comme ceux qui fabriquent les maisons des israéliens dans les implantations, et qui sont bien contents d’avoir de quoi vivre.

On ne voit jamais l’argent de notre "gouvernement" (Autorité Palestinienne) alors que celui des israéliens est bien là. Les salaires sont corrects et personne ne se plaint. Entre nos employeurs et nous, c’est la paix alors je ne comprends pas pourquoi on veut nous enlever le pain de la bouche avec ce boycott... Voilà quelque chose qu’on ne connaît pas ici. Boycott... Surtout pas!”

Ca a le mérite d’être clair... Mais le message sera t-il suivi par les antisémites et par ceux qui nient à Israël le droit d’existence ?

Renverser la vapeur de la campagne ‘B.D.S.’

Par G. Steinberg and J. Edelstein - Jerusalem Post | Adaptation française de Sentinelle 5771 ©

mercredi 10 novembre 2010

[lessakele](#)

Ne vous contentez pas de réagir : sapez la crédibilité et l’influence des groupes qui promeuvent le boycott, le désinvestissement et les sanctions. La communauté juive Nord américaine a pris une mesure importante pour contrer les campagnes de délégitimation ciblant Israël. Dirigée par les Fédérations Juives d’Amérique du Nord (JFNA) en partenariat avec le Conseil Juif des Affaires Publiques (JCPA), le Réseau d’Action pour Israël doit être une ressource vitale pour combattre ces attaques.

Pour sortir victorieux de cette guerre politique, le réseau s’arme d’une information détaillée sur la partie adverse, et appliquer une stratégie opposée sur cette base. Cela implique de distribuer de l’information aux étudiants des universités et aux membres actifs de la communauté, de sorte qu’ils puissent donner un nom et faire honte aux groupes qui conduisent et financent la diabolisation. « NGO Monitor » et d’autres groupes peuvent fournir au Réseau d’Action pour Israël cette information sans avoir à « réinventer la roue » dans ce domaine spécifique.

Le défi est formidable. En 2001, à la conférence mondiale de l'ONU contre le racisme à Durban, en Afrique du Sud, plus de 1500 ONG anti-Israël ont adopté un plan d'action qui met en avant le mouvement « Boycott, Désinvestissement et Sanctions » (BDS). Dans la décennie suivante, ces groupes ont exploité la rhétorique des droits de l'homme et des revendications légales internationales pour faire progresser cet objectif immoral.

La communauté juive a eu un grand retard à rattraper depuis lors. Quand les ONG et les partisans de BDS envahissent des campus, les étudiants juifs et les communautés locales s'embrouillent pour répondre. De même, quand les dénigreur lancent des appels au boycott dans des magasins alimentaires locaux, la communauté répond.

Alors que le besoin de réfuter leurs allégations est clair, des étudiants et des groupes de la communauté doivent aussi adopter une stratégie proactive pour saper la crédibilité et l'influence de ces groupes. Cette stratégie marginalisera beaucoup des acteurs centraux du mouvement BDS, et dévoilera le mensonge : BDS n'est pas une protestation populaire contre la politique israélienne.

Avec des ressources limitées, NGO Monitor a démontré que cette approche peut être très efficace. S'appuyant sur une recherche détaillée, le gouvernement canadien a interrompu un financement officiellement fourni pour les droits de l'homme et le développement, mais en réalité utilisé pour l'incitation à la haine. Des discussions identiques sont en cours avec des gouvernements européens concernant le financement de certaines des ONG les plus venimeuses impliquées dans BDS.

Et dans les communautés juives, cette information a permis aux donateurs de prendre des décisions informées, apportant des financements à des groupes qui contribuent à Israël de façon positive, bien différenciés des dénigreur et des partisans de BDS. La nouvelle initiative de JNFA apportera des ressources très utiles pour élargir le processus.

Par exemple, l'organisation connue sous le nom de 'Intifada électronique' (EI) est très active dans les efforts de BDS, abusant couramment de termes comme « apartheid » et « épuration ethnique ». Nigel Parry, cofondateur d'EI, met dans le même sac les victimes du terrorisme et les dirigeants du terrorisme ; il justifie les tirs de mortiers sur les implantations israéliennes en déclarant : « le dilemme dans lequel les Palestiniens se retrouvent est le même que celui d'un homme qui, emprisonné à tort presque à perpétuité et vilipendé par la société, se retrouve dans une pièce sombre violé par un gardien de prison couvert de décorations, quand... il remarque soudain un lance-roquettes à sa portée ». Parry a aussi comparé le meurtre ciblé du chef du Hamas Ahmed Yassin à « un attentat à la bombe dans un bus ».

L'autre fondateur d'EI, Ali Abunimah, qui apparaît sur de nombreux campus pour promouvoir BDS, appelle à une solution à un seul Etat, signifiant pas là l'élimination d'Israël. Abunimah compare aussi Israël à l'Allemagne nazie, assimilant la presse israélienne à « Der Sturmer ».

D'autres groupes de BDS doivent être exposés en plein jour pour leur langage ouvertement antisémite. Des dirigeants de Sabeel, un groupe chrétien palestinien, recourent à la « théologie de la libération palestinienne », qui identifient les Palestiniens avec Jésus et ravivent le concept de déicide juif pour des profits politiques. Dans un message de Pâques, le fondateur de Sabeel Naim Ateek a dit à ses partisans : « il apparaît à beaucoup d'entre nous que Jésus est de nouveau sur la croix avec des milliers de Palestiniens crucifiés autour de lui... Le système de crucifixion du gouvernement israélien opère quotidiennement ».

Cette rhétorique, lourde d'une imagerie antisémite profondément enchâssée, est courante lors des apparitions de Sabeel dans les églises à travers l'Amérique du Nord. Il faut s'y opposer systématiquement.

De plus, un cadre étendu pour combattre le mouvement BDS permettra la distinction entre le noyau dur des partisans anti-Israël et ceux qui ont été persuadés de prêter leur nom à cette cause. Il est important de développer des alliances avec ce dernier groupe, dont les membres des syndicats professionnels, les pratiquants protestants, les étudiants et les professeurs d'université qui découvriront la haine répulsive qui émane des dénigreur. Si nous pouvons convaincre ces individus de mettre fin à leur soutien passif à BDS, les ONG qui promeuvent ces campagnes se retrouveront à nu comme le groupe marginal qu'il est en réalité.

La communauté juive engagée et organisée sera une grande ressource pour ces efforts. Avec des Fédérations et des Conseils de Relation des Communauté à travers le pays, l'infrastructure existe pour mettre en oeuvre cette stratégie proactive. Nous devons faire face à nos opposants stratégiquement, plutôt que sur une base réactive au coup par coup.

Révéler leurs abus et leurs sources de financement, et obliger les dirigeants et les participants de leurs campagnes à nous répondre changera la dynamique dans cette bataille.

Apartheid Palestinien : aucun citoyen israélien autorisé à rester dans l'état palestinien

La discrimination en raison de la nationalité (exclusivement israélienne) sera la règle qu'entend appliquer Mahmoud Abbas, toute religion confondue.

L'Etat ne naîtra donc pas dans le cadre "d'accords de paix", mais avec un objectif de guerre évident contre le voisin immédiat, son existence et tous ses ressortissants civils systématiquement pourchassés.

Cette interprétation obsessionnelle des passe-droits avec les règles ne trahit qu'une chose en dehors de toute charte ou constitution palestinienne. Que l'unique but de cette entité est de s'affirmer par opposition à Israël, que son essentialité n'est et ne peut que s'avouer "de nature antisioniste". La paix, c'est la guerre, la liberté l'esclavage (Orwell, 1984).

Ceci s'affiche en rupture délibérée avec les principes de libre circulation des hommes et des idées. Cette déclaration est, de même, censée empêcher tout regroupement familial entre Arabes israéliens et palestiniens, liquidant par le vide et la haine la question dite "des réfugiés", puisqu'Abbas leur interdit de communiquer entre eux.

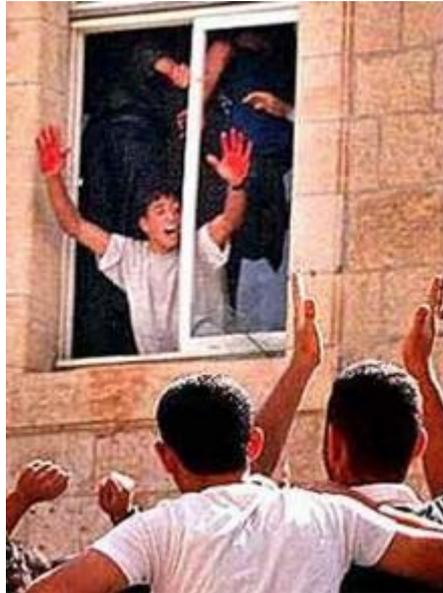
La pratique du pèlerinage chrétien à Bethléem (arabe) ou ailleurs sera interdite et abrogée, au motif d'une résidence ou d'une citoyenneté en Israël.

Mais sous ce faux œcuménisme d'exclusion, on comprend surtout que tout Juif souhaitant conserver une connexion quelconque à sa terre ancestrale la Judée (-Samarie), et avec les monuments ou lieux de mémoire des Patriarches et Matriarches du peuple Juif et de la Bible sera déraciné à tout jamais et interdit de séjour pour le restant des siècles. De ce fait, et Abbas semble faire semblant de ne pas vouloir le comprendre, il contraint l'Etat hébreu à annexer sans négociation tout centre de population juive et israélienne dans les zones qu'Abbas revendique pour son futur état, et ainsi veiller concrètement à la sécurité de ses ressortissants.

Abbas ne comprend pas qu'en déclarant son projet, il incite bel et bien tout dirigeant conscient à ne pas lui laisser une miette de Jérusalem, ni des sites sacrés d'Hébron, du Tombeau de Joseph, etc.

L'autorité palestinienne est ainsi sortie du cadre de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des échanges internationaux et d'un quelconque "processus de paix". C'est une usurpation, de fait, d'une autorité qui lui a été allouée dans ce cadre et dans ce but par voie de négociation et au nom des Nations, à partir d'Oslo. On doit s'inquiéter du sort alors réservé à celui qui s'égarerait par mégarde...

Gad- lessakele



Abbas : "aucun citoyen israélien ne sera autorisé à rester dans le futur Etat palestinien"
(Guysen.International.News)

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas a déclaré, lundi, à Ramallah, à l'occasion de l'anniversaire du prophète Mahomet, que lorsque "l'Etat de Palestine sera créé, aucun israélien, qu'il soit *musulman, chrétien ou juif*, ne pourra rester sur le territoire de notre Etat". Abbas a ajouté : " nous sommes prêt à accepter la présence de tout ressortissant étranger sur notre territoire, à l'exception des Israéliens".

L'A. Palestinienne propose le chômage ou la prison pour ceux qui travaillent avec ou détiennent des produits israéliens

- **Acte de guerre de l'Autorité Palestinienne contre Israël et les palestiniens 2/2**
- **Exclusif : Le « drôle de partenaire » palestinien sabote le Protocole de Paris, la veille des « pourparlers indirects 1/1 »**

Tragi-comique

Hélène Keller-Lind

samedi 22 mai 2010

desinfos

Peines encourues : d'un mois à cinq ans de prison selon la nature de l'infraction à la loi palestinienne dans le cadre de « Karama » ou dignité nationale. Et où se situe cette dignité ? Dans le boycott des produits venus des « colonies »....

Ce serait comique si cela n'avait un côté tragique....L'Autorité palestinienne a pris la peine de promulguer une loi, de la faire traduire en anglais -clin d'oeil aux inspireurs boycotteurs qui ne veulent que le bien des Palestiniens, promis, juré - de créer un site Web bilingue pour la promouvoir, de créer un fond pour ce faire, un Département du ministère pour la protection des consommateurs, et on en passe....Et qui paie toute cela ? Les donateurs étrangers. Autant de moins pour la création d'emplois pourtant si nécessaires et facteur de dignité..alors que plus de 20% de la population gérée par l'Autorité palestinienne est au chômage...Et dans ce pourcentage on ne compte pas les femmes qui n'ont pas fait d'études et ne s'inscrivent donc pas au chômage...

Le Président s'est fait photographier en train de coller un sticker jaune sur sa maison pour certifier qu'elle ne contient aucun produit venu des « colonies ».



Un point marqué dans sa petite guerre avec Salam Fayyad. L'agence de presse Maam news rappelle d'ailleurs que cette campagne a été lancée par ce dernier. Des jeunes gens portant des T-shirts imprimés spécialement pour l'occasion ont distribué des milliers de guides explicatifs de 88 pages pour s'assurer que tous les foyers palestiniens vivront désormais dans la dignité la plus parfaite

Le directeur des douanes palestiniennes, Amin Abu Aqel, a pu annoncer, non sans fierté, on l'imagine, que ses douaniers « ont confisqué et détruit plus de 10- tonnes de pastèques produites dans les colonies de Jenin et Bethléem... »

Évidemment, les Palestiniens employés dans les implantations pour cultiver ces produits risquent fort de se retrouver au chômage....ce qui n'a pas l'air de troubler le moins du monde les responsables qu'ils se sont choisis...Et la nouvelle loi prévoit des peines de prison, allant d'un mois à 5 ans de prison et assorties d'amendes, ce qui n'est pas drôle du tout...Elle s'appliquera à tout territoire situé « dans les frontières de 1967 » que ce soit pour les contrevenants comme pour les produits. Une manière de bien définir des frontières dans le cadre des négociations à venir....

La diabolisation d'Israël est néfaste pour les Palestiniens

Demonizing Israel is bad for the Palestinians

<http://www.ipost.com/Opinion/Op-EdContributors/Article.aspx?id=183252>

By **MUDAR ZAHRAN**
08/01/2010 Adapté par Aschkel

L'accent négatif mis sur Israël par les médias du monde entier a nui aux intérêts des Palestiniens depuis des décennies.

Depuis la création de l'Etat d'Israël, les médias internationaux n'ont pas hésité à critiquer l'Etat juif sur presque tout.

C'est devenu une véritable culture des médias, au point que de nombreux journaux de renommée internationale ont un onglet spécifique "Israël" ou "conflit israélo-arabe" sur leurs sites Web, avec très peu de contenu positif à propos d'Israël. L'hostilité des médias envers Israël a principalement été axée sur ses opérations militaires et, en des temps plus calmes, sur les conditions de vie des Palestiniens en Israël.

De façon étonnante, les médias internationaux, et en particulier ceux de l'Occident, ont prêté très peu d'attention aux conditions de vie des Palestiniens dans les pays arabes, malgré l'oppression extrêmement durable qui y règne dans la plupart d'entre eux.

Ces Palestiniens-là n'ont personne pour parler d'eux dans les médias mondiaux, probablement parce que l'actualité des pays autres qu'Israël est moins intéressante ou moins "sexy" selon les normes de ces mêmes médias. Cette tendance à blâmer Israël pour tout ce qui concerne les Palestiniens a conduit au développement de nombreux mythes concernant la situation des Palestiniens, qui ont fourni un alibi au fait d'ignorer à dessein et de compromettre les droits de l'homme envers les Palestiniens dans de nombreux pays arabes.

Les exemples sont abondants et parfois franchissent la ligne de la tragi-comédie. Alors que le monde pleure sur le blocus imposé par Israël sur Gaza, les médias, pour une raison inconnue, choisissent d'ignorer délibérément les conditions de vie des Palestiniens dans les camps au Liban par exemple.

Le Liban, un pays fortement hostile à Israël, a parqué les Palestiniens à l'intérieur de camps pendant près de 30 ans.

Ces camps n'ont pas de moyens de subsistance, voire de réseaux d'assainissement et les Palestiniens qui y vivent ne sont pas autorisés à acheter du ciment pour agrandir ou réparer leurs habitations pour leur familles qui tendent à devenir nombreuses.. En outre, il est difficile pour eux de travailler légalement, et ils sont même contraints de ne pas sortir de leur camp à certaines heures.

Vous pourrez comparer cette situation à celle des ouvriers palestiniens, pendant que le ' Hamas commettait des attentats suicides en Israël chaque semaine il y a quelques années, lorsqu'ils avaient la possibilité de travailler tous les jours en Israël, et ce, jusqu'il y a peu de temps, alors que le lancement de roquettes avait lieu quotidiennement sur le sud d'Israël. Sans oublier le fait qu'Israël autorise les aliments et des médicaments dans la bande de Gaza même si ceux-ci doivent être transférés par l'Autorité palestinienne.

Les atrocités libanaises envers les Palestiniens ont été tolérées par la communauté internationale, et pas uniquement par les médias. Aujourd'hui, alors que certains commandants militaires israéliens ont à réfléchir à deux fois, dans la crainte de conséquences juridiques, avant de se rendre à Londres ou à Bruxelles, il est bien connu que des dirigeants libanais ayant directement participé à des massacres de civils palestiniens, pendant et après la guerre civile libanaise, sont respectés en tant que personnalités politiques dans le monde - Nabih Berri, par exemple, le chef du mouvement Amal chiite milice, a imposé un siège de plusieurs années sur les camps palestiniens, en coupant l'accès à l'eau et à la nourriture. . Les Palestiniens, durant la période des sièges imposés par Berri consommaient des rats et des chiens pour survivre . Malgré cela, il a été un orateur incontesté, porte-parole du Parlement libanais pendant une longue période. Il voyage fréquemment en Europe et critique Israël pour ses « crimes contre les Palestiniens » à chaque occasion.

Nombreux sont les autres pays arabes qui ne sont pas différents du Liban, de par leurs mauvais traitements et leurs discriminations contre les Palestiniens.

Pourquoi les médias choisissent-ils d'ignorer ces questions et se concentrent-ils uniquement sur Israël?

Bien que le mur de sécurité construit par Israël soit devenu un symbole de "l'apartheid" dans les médias internationaux, ils n'ont presque jamais pris en considération les murs réels et les barrières de séparation qui ont isolé les camps de réfugiés palestiniens dans les pays arabes depuis des décennies.

Alors que les Palestiniens visés par l'armée israélienne sont, pour la plupart, des combattants promettant la guerre à Israël, le monde oublie rapidement le massacre de Sabra et Chatila dans lequel les chrétiens libanais et les miliciens chiites ont massacré des milliers de femmes et d'enfants palestiniens.

Sans surprise, la presse internationale a accusé Israël d'être responsable du massacre, en dépit du fait que les témoignages en direct diffusé par la télévision par satellite-Al Jazeera, il y a quelques années, sur les survivants du massacre confirment que les commandants des FDI et leurs soldats n'ont rien à voir avec celui-ci.

La diabolisation d'Israël par les médias mondiaux a gravement nui aux intérêts des Palestiniens depuis des décennies et a passé sous silence les atrocités des régimes arabes à leur rencontre. En outre, la diabolisation d'Israël a très bien été exploitée par plusieurs dictatures arabes, canalisant la colère de leurs citoyens contre Israël, plutôt que contre leurs propres régimes, de façon, également, à justifier toutes les atrocités qu'ils commettent au nom même de la protection de leur nation contre "les méchants Sionistes".

Ce jeu a servi les plus fameuses dictatures arabes et fait qu'aujourd'hui encore, toute opposition est immédiatement taxée de «complot sioniste».

Ce modèle a servi à Gmal Abdel Nasser qui a tenu d'une main de fer l'Egypte jusqu'à sa mort, et a été la principale ligne de conduite de Saddam Hussein, qui faisait la promotion de «L'Irak et de la Palestine comme partageant un destin identique" dans ses dernières années au pouvoir.

Les médias du monde entier doivent être équitables dans la lutte contre les souffrances des Palestiniens dans les pays arabes et doivent cesser de diaboliser Israël. Ils devraient commencer par se concentrer, de manière plus large, sur les conditions des Palestiniens dans la région du Moyen-Orient.

Il y aurait beaucoup à voir et à dire

L'écrivain, est un Jordanien d'origine palestinienne, et est chercheur à l'Université de Bedfordshire.



VOUS AVEZ DIT APARTHEID ? SCHMUEL TRIGANO

Quel message veulent communiquer les promoteurs du boycott contre Israël ? Leur accusation d'apartheid est une offense à la réalité d'Israël, un mensonge, une falsification.

La nation israélienne est le seul peuple global du monde. On y trouve des Juifs – puisque ce sont exclusivement les Juifs d'Israël qui sont voués à la vindicte – originaires de plus de 120 pays du monde. On y trouve toutes les races, des Juifs noirs aux Juifs aux yeux bridés, en passant par les Juifs au teint mat de l'Inde ou du Yémen. On y parle toutes les langues du monde. Les panneaux de signalisation sont en trois ou quatre langues, dont l'arabe. On y trouve toutes les sensibilités, toutes les cultures de la planète. Et tous ces Israéliens furent à l'origine non pas seulement des consommateurs mais aussi des créateurs des pays qu'ils habitaient.

Autant dire que lorsque les Juifs se rassemblent en Israël, c'est toute l'humanité qui se réunit, avec en plus, ô miracle, l'unité d'un peuple qui n'est pas qu'un entassement hétéroclite de fragments humains, ce que produit la mondialisation multi culturaliste qui récuse l'unité du genre humain parce qu'elle ne reconnaît qu'un semblable dans le prochain et pas un autre. C'est cette unité de l'humanité abritant le pluralisme le plus large que les sectateurs du boycott veulent détruire parce qu'ils ne la supportent pas, parce qu'elle les dérange dans leur vision unidimensionnelle du monde.

Ils se font les supplétifs du nationalisme le plus rétrograde de l'histoire dont la xénophobie et l'antisémitisme ruissellent sur ses écrans de télévision, dans les colonnes de ses journaux, dans les discours de ses hommes politiques. Les chrétiens abandonnent les territoires gérés par l'Autorité Palestinienne. Son président a décrété qu'il ne pourrait s'y trouver aucun Juif et jusque dans les contingents de l'ONU éventuels. Ses instances religieuses et politiques pratiquent le révisionnisme.

Elles ont inventé de toutes pièces une Shoah substitutive. Tous les sondages d'opinions montrent que sa population n'accepte pas l'existence d'Israël dans quelques frontières que ce soit. Ses leaders n'hésitent pas à manipuler les symboles les plus dangereux, la religion, l'humanité, pour parvenir à leurs fins politiques...

Parlerait-on des Arabes israéliens, comme victimes de cet apartheid ? Que l'on me cite une seule démocratie occidentale où l'on retrouverait au parlement des partis exclusivement arabes dont les leaders seraient manifestement hostiles à l'Etat qu'ils représentent ! Que l'on me cite un parlement occidental où siègerait un parti islamiste ! Une démocratie où il y aurait à la Cour suprême un juge arabe, où une minorité quasi-nationale disposerait de son propre réseau d'éducation et dans sa langue, parce qu'elle se dissocie de la culture majoritaire. Que l'on considère plutôt l'intolérance du monde arabo-musulman qui a chassé quasiment tous les Juifs de ses terres et est en train de liquider les derniers chrétiens ! Que l'on m'indique un seul Etat arabo-musulman où un citoyen arabe – et même non israélien comme les Palestiniens – pourrait attaquer son gouvernement devant la Cour suprême !

Alors de quoi parle-t-on avec le boycott sinon d'un mensonge dont la motivation antisémite est l'évidence même. Il ne peut pas être lavé de tout soupçon et l'on voit très bien où sont les vrais démocrates et où sont les tenants d'un apartheid inversé qui vise à exclure les Juifs de l'humanité pour mieux les détruire ensuite !

Shmuel Trigano, Radio J, 28 janvier 2011.



**Boycott, mauvaise foi, mensonge : la gauche au service du
fascisme islamique
Par Jean Szlamowicz,**

J'ai beau être linguiste, je suis toujours stupéfait par l'écart entre les mots et la réalité, par la capacité d'idéologues à faire naître par le discours des représentations mensongères dans l'esprit d'un public quand il ne demande qu'à être convaincu.

Un texte publié par *Le Monde* le 17 novembre intitulé « Boycoter Israël, c'est lutter pour une paix juste », justifie la tactique du boycott anti-israélien « pour défendre un même objectif : l'application du droit », c'est-à-dire rendre justice aux « Palestiniens »¹. Il est signé de personnalités représentant un spectre gauche-écolo-artistes comme le député européen Patrick Le Hyaric, Olivier Besancenot, le réalisateur palestinien Scandar Copti, Monique Cerisier Ben-Guiga (sénatrice PS), Alima Boumédiène-Thiery (sénatrice Les Verts), Patrick Braouzec (député de Seine-Saint-Denis), etc.

Ce texte radicalement manichéen pose qu'Israël est un spoliateur violent niant le droit international. Totalement unilatéral, ce texte oublie la réalité du pouvoir palestinien, les attaques militaires et le terrorisme permanents qui pèsent sur Israël depuis sa création ainsi que la nature jihadiste de ces agressions. Cette doxa, présente sur chaque plateau de télévision et dans les tribunes de tous les grands quotidiens, se drape des oripeaux de la respectabilité morale.² L'efficace de cette propagande tient, bien sûr, à ces valeurs dont elle prétend se réclamer : le droit, la paix et la justice... Qui donc s'opposerait à d'aussi nobles ambitions ? Il est évident que ces signataires ne vont pas se présenter ouvertement comme militant pour l'instauration d'un état palestinien qui a prévu d'être *judenrein* et sans liberté religieuse et dont la réalité actuelle est d'une corruption et d'une violence rare.

Notons que la contrepartie du boycott « à l'occidentale » est, sur le terrain palestinien, bien différente de la rébellion policée présentée au lectorat raffiné du *Monde* :

« S'adressant au Jérusalem Post, le ministre du travail palestinien Ahmed Majdalani a déclaré que l'AP espère que d'ici la fin de l'année, les milliers de Palestiniens employés dans des communautés israéliennes de Judée et de Samarie abandonneront leur emploi. Ce qu'il n'a pas mentionné, c'est que s'ils ne l'abandonnent pas, ils seront arrêtés.

Selon le ministre de l'économie de l'AP Hassan Abu Libdeh, depuis le début de la campagne de Fayyad, l'AP a confisqué 1 million de \$ de produits israéliens, dont de la nourriture, des cosmétiques et du matériel informatique dans les boutiques palestiniennes.

Les mesures de Fayyad se superposent à des mesures déjà mises en oeuvre par l'AP comme de condamner à mort les Palestiniens qui vendent de la terre aux Juifs. Il y a moins de deux mois, l'Autorité Palestinienne a réaffirmé qu'elle continuera à exécuter tout Palestinien qui commet ce « crime ». Il n'y a aucun moyen de prétendre de façon crédible que ces actes font progresser soit la cause d'une coexistence pacifique ou la prospérité économique palestinienne. »³

La liquidation physique de ceux qui enfreignent le boycott obligatoire ? C'est donc à une telle cause que ces soi-disant hommes et femmes de gauche se joignent ?

L'occupation et l'injustice

Se défendant bien sûr de tout antisémitisme, ils clament que :

« La campagne BDS [Boycott, Désinvestissement, Sanctions] n'est pas l'expression d'une haine irrationnelle d'Israël. Comme l'écrit John Berger, écrivain britannique et membre du comité de parrainage du Tribunal Russell sur la Palestine, "BDS n'est pas un principe, mais une stratégie ; ce n'est pas Israël qui est visé, c'est sa politique ; si la politique change (dans le bon sens), le BDS prendra fin". »

Si cet argument est de bonne foi, alors il faut conclure avec les signataires qu'il existe « une politique d'Israël ». Serait-elle donc la même depuis toujours, indépendamment des changements de gouvernements ? Quelle est donc cette politique ? Citant la charte du mouvement Boycott Désinvestissement Sanctions, ils affirment que :

« ce boycott ne vise pas la société israélienne ni les individus qui la composent, en tant que tels, il vise la politique coloniale d'occupation israélienne et ses partisans ».

Avec une rare hypocrisie, M. Besancenot et ses co-signataires (que cela ne dérange en général pas de défiler aux côtés de gens qui hurlent « Mort à Israël ») ne définissent pas de quelle occupation il s'agit.

S'il s'agit des territoires de Judée-Samarie, on rappellera qu'ils ont été attribués au foyer national juif lors du traité de San Remo en 1920 par la Société Des Nations, texte qui n'a jamais été abrogé : le seul texte qui aurait pu l'abroger est le partage de 1948 que les pays arabes n'ont justement jamais reconnu, préférant tenter de conquérir l'ensemble du territoire et échouant lamentablement dans cette guerre d'annexion.⁴ Les circonstances de « l'occupation » de ces terres par Israël sont donc en plus le résultat de guerres d'agression : peut-on — au nom de la justice et du droit !— masquer cette réalité ?

Une autre réalité est que l'occupation dont il est question dans ce texte obligeamment publié par *Le Monde* n'a au fond rien à voir avec de quelconques territoires mais avec la nature même d'Israël. L'Autorité Palestinienne définit Israël comme une entité occupant illégalement son territoire : c'est donc bien la totalité du pays qui est visée et son « sa politique ». En effet, le texte des boycotteurs feint d'oublier que pour les adversaires d'Israël, c'est la totalité du territoire israélien qu'ils veulent libérer : telle est la réalité de leur revendication, et ce depuis le grand Mufti de Jérusalem, Mohammed Amin al-Husseini, allié à Hitler, jusqu'à son neveu Yasser Arafat et son compagnon d'armes Mahmoud Abbas (auteur d'une thèse négationniste soutenue en URSS). Pour le monde arabe, *delendus est Israël*. Et ce « il faut détruire Israël » n'est pas une figure de style et il ne s'agit nullement pour eux de rendre justice à un peuple « palestinien » qui n'a été inventé qu'à partir de 1967 et qui n'avait auparavant jamais revendiqué ni existence politique ni territoire. Et pour cause, la Palestine mandataire avait pour vocation de créer un foyer national juif (déclaration Balfour du 2 novembre 1917), les Britanniques ont ensuite réduit cet objectif, désirant y créer aussi un état arabe, ce qui fut fait avec la création de l'émirat de Transjordanie. C'est ainsi 80% de la Palestine mandataire qui sont donc allés à un état arabe. Sur la portion restante, Israël s'est développé et a été agressé dès le début de son existence puisque les états arabes ont refusé son existence. Chaque nouvelle guerre d'agression est fondée sur ce postulat : la présence juive est illégitime et ce territoire de guerre (*dar-al-harb*) doit être reconquis et réislamisé pour devenir *dar-al-islam*. C'est l'objectif explicite du Hamas et du Hezbollah. La différence avec le Fatah (présenté comme modéré malgré ses exactions et son recours au terrorisme) est purement stratégique : guerre totale d'un côté ; stratégie des petits pas grignotant des territoires et établissant une légitimité politique de l'autre.

Tout cela est explicite et fièrement proclamé dans la Charte de l'OLP :

** La Palestine est la patrie du peuple arabe palestinien : elle constitue une partie inséparable de la patrie arabe, et le peuple palestinien fait partie intégrante de la nation arabe.*

** Article 2 : La Palestine, dans les frontières du mandat britannique, constitue une unité territoriale indivisible.*

Ce que les membres du Fatah comme du Hamas appellent « territoire occupé », c'est l'ensemble de la Palestine, c'est-à-dire y compris Israël. Leur objectif n'est pas d'établir une nation (ils l'auraient eu depuis longtemps, chaque négociation depuis Oslo ayant été fondée sur le principe de dupe « la paix contre des territoires ») mais de mettre fin à l'existence d'Israël — une souveraineté juive sur une terre ayant été autrefois conquise par l'islam leur étant totalement insupportable.

La même charte décide d'ailleurs unilatéralement du droit :

Article 19 : Le partage de la Palestine en 1947 et l'établissement de l'État d'Israël sont entièrement illégaux, quel que soit le temps écoulé depuis lors, parce qu'ils sont contraires à la volonté du peuple palestinien

Article 20 : La déclaration Balfour, le mandat sur la Palestine et tout ce qui en découle sont nuls et non avenues.

Faut-il rappeler que les cartes de la Palestine qui ont cours dans les classes de géographie palestiniennes représentent la totalité d'Israël ?

En invoquant hypocritement la « politique coloniale » d'Israël comme devant cesser, les auteurs du texte utilisent le vocabulaire des factions palestiniennes qui envisagent clairement la conquête de l'état d'Israël entier — tel est l'arrière-plan pragmatique de telles revendications.

De quel droit ?

On peut également se poser des questions sur la légitimité qu'il y a à invoquer le droit international comme une transcendance politique qui devrait s'imposer à Israël. Le texte prônant le boycott fonde ses revendications sur le droit international dont l'ONU serait l'expression impartiale :

« Israël refuse depuis des décennies de se soumettre aux règles les plus élémentaires du droit international. Ce sont ainsi plus de 30 résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU qu'Israël a refusé ou refuse encore de respecter, attitude pour le moins paradoxale de la part d'un état créé par une résolution des Nations unies. »

L'ONU n'est pas une entité apolitique éclairée par la recherche de la paix mais le lieu de bras de fer diplomatiques où s'expriment des pays qui n'ont rien de démocratique. Les rapports de force y sont massivement favorables aux pays musulmans et à leurs alliés, l'Organisation de la Conférence Islamique y possède un poids colossal et Ahmadinejad s'y fait régulièrement applaudir. Quand on sait que 80% des résolutions de l'ONU concernent Israël (ce qui laisse une portion assez congrue au reste du monde !), que siègent au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU des pays comme la Lybie, la Chine ou Cuba et que l'Arabie Saoudite fait partie du conseil exécutif de l'organisme sur le droit des femmes, la légitimité de ce ramassis de dictatures est tout de même fragile d'un point de vue moral.⁵

La confiscation du Bien, du Droit et du Juste à laquelle procèdent ces militants autoproclamés vertueux ne relève pas seulement de l'aveuglement mais aussi du mensonge, au moins par allusion. Le recours à l'indignation en évoquant par analogie l'Afrique du Sud fait partie d'une stratégie cohérente :

« Nous savons, fort du précédent sud-africain et de la campagne victorieuse de boycott contre le régime d'apartheid, que cette arme, loin d'être indigne, peut être noble et efficace lorsque les circonstances l'exigent. C'est le cas aujourd'hui. »

Notons au passage que l'un des signataires palestinien⁶ parlant d'apartheid s'est inscrit à l'Université de Tel-Aviv dont il prône le boycott, et qu'un autre réalise ses films anti-israéliens avec des fonds israéliens : tout cela est à l'image des députés arabes israéliens qui tout en étant élus et représentant l'état d'Israël ne cessent de réclamer sa destruction. C'est lors de la conférence mondiale contre le racisme organisée par l'UNESCO ayant eu lieu à Durban en Afrique du Sud (2-9 septembre 2001) qu'a été mise en place cette stratégie d'ostracisation d'Israël. Cette délégitimation s'est notamment mise en place par le recours à des tactiques de harcèlement juridique fondées sur des falsifications sémantiques. Le parallélisme avec l'apartheid est l'un des mensonges récurrents : il est de notoriété publique qu'il n'existe en Israël aucun apartheid (contrairement à Gaza où l'on peut difficilement constater la moindre trace de pluralisme religieux, culturel ou politique) et cette rhétorique fallacieuse a déjà été abondamment étudiée.⁷

Mais ces accusations permanentes ont un rôle : l'affaiblissement d'Israël, dans l'opinion publique et, partant, dans les négociations diplomatiques. Le droit international, instrumentalisé par des objectifs spécifiquement politiques, sert à se cacher derrière la morale pour se ranger aux côtés des adversaires d'Israël. En proclamant par exemple que « La fin de cette impunité est la seule voie possible vers une paix réelle, où le droit et la justice seraient des principes intangibles et non pas, comme c'est le cas à l'heure actuelle, des objets de négociation », les boycotteurs feignent de ne pas savoir de quelle paix il s'agit. La paix qui est envisagée est une paix islamique.

La paix selon l'Autorité Palestinienne

En effet, quand les signataires se défendent en disant « Notre combat n'est pas fondé sur le rejet d'un peuple », ils oublient commodément de souligner que ceux au nom desquels ils s'expriment sont eux radicalement favorables à l'élimination de « ce peuple » qui reste pudiquement innommé. Derrière le masque que constitue la noble revendication nationale d'un peuple se cache en réalité une ambition ouvertement islamiste (mais ce n'est évidemment pas le message que l'on diffuse en occident).

N'oublions pas que les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa constituent la branche armée du Fatah (ils siègent au conseil du Fatah depuis 2003). La télévision palestinienne appelle au meurtre des Juifs au nom d'Allah et Ibrahim Mudayris, responsable religieux de l'Autorité palestinienne ne cesse de le proclamer : « Les Juifs sont un virus dont souffre le monde entier. Cela a été prouvé dans l'Histoire... Demandez à l'Angleterre ! Demandez à la France ! Demandez au Portugal... Demandez à la Russie tsariste – qui avait généreusement accueilli les Juifs, mais ces derniers ont comploté pour assassiner le tsar !... Ne demandez pas à l'Allemagne ce qu'elle a fait aux Juifs. Ce sont eux-mêmes qui ont provoqué le nazisme, pour déclarer la guerre au monde entier. »⁸ Dans ses prêches, il proclame encore que « le Prophète a dit la résurrection ne viendra que quand les Musulmans combattront les Juifs et que les Musulmans les tueront. Réjouissez-vous dans la victoire d'Allah. Tout le monde veut se venger des Juifs, ce sont des porcs sur la surface de la terre. Et le jour de notre victoire, selon le vœu d'Allah, viendra. »⁹

Cette doctrine judéophobe et son ancrage doctrinal dans l'islam est régulièrement réaffirmée à la télévision par Mahmoud Al-Habbash, ministre des affaires religieuses.¹⁰ La télévision du Fatah en fait un fondement politico-religieux principal :

« Allah nous l'a dit à travers les lois de la Charia et nous le disons à nouveau : la terre islamique de Palestine est une et indivisible. »¹¹

C'est d'ailleurs ce qu'on trouve dans les livres d'école de l'Autorité Palestinienne qui enseignent que le conflit avec Israël est une guerre religieuse pour l'islam qui relève du *ribat* (litt. « forteresse », c'est-à-dire le combat pour Allah) :

« Le ribat pour Allah est une action liée au jihad. Il s'agit des cas où l'on se trouve dans un endroit où il y a un combat entre les Musulmans et leurs ennemis. »¹²

Israël y est présenté comme un ennemi sur une terre islamique : le conflit contre Israël « est l'un des plus grands *ribats* et les Palestiniens méritent de grandes récompenses de la part d'Allah. »¹³

La « paix » se confond donc dans l'esprit palestinien avec la victoire armée pour libérer la totalité de « son » territoire musulman de l'ennemi juif. La réalité du combat « national » de l'Autorité Palestinienne, c'est la propagande antisémite dans les écoles, le culte du martyr et de l'attentat suicide — le tout financé par l'ONU, l'Europe et les Etats-Unis au nom de l'éducation.¹⁴ La réalité « pacifique » de l'Autorité Palestinienne, c'est l'anéantissement d'Israël. L'hypocrisie figure en toutes lettres dans la charte de l'OLP (art. 21-22) :

« S'exprimant par révolution armée palestinienne, le peuple arabe palestinien (...) recherche l'appui de toutes les forces progressistes et pacifiques du monde. »

On admire les termes contradictoires où la révolution armée s'appuie sur le « pacifisme » : c'est que le pacifisme est un moyen discursif à destination de l'occident, pas une visée objective. Voilà donc la paix que brandissent en permanence les bien-pensants occidentaux : elle passe par la victoire militaire et l'élimination d'Israël. Tel est l'appel que lancent ces « militants de gauche » : la victoire militaire du djihad sur les Juifs.

Deux poids, deux mesures : un unilatéralisme judéophobe

Les mensonges factuels larmoyants de ces pétitionnaires relèvent de la basse propagande :

« En violant chaque jour le droit international, en commettant des actes criminels comme les bombardements massifs sur Gaza en 2008-2009 ou l'assaut sanglant contre la Flottille de la liberté, en poursuivant le blocus de Gaza, la construction de colonies et l'arrachage des oliviers, Israël ne peut susciter qu'un rejet de plus en plus fort. »

La réalité de la guerre contre les barbares du Hamas à Gaza (qui se servent de la population comme bouclier humain malgré tous les efforts de Tsahal pour éviter des pertes civiles), de la « Flottille » où des mercenaires islamistes turcs ont lynché des soldats israéliens, d'un soi-disant « blocus » où les Gazaouis viennent en Israël se faire soigner et reçoivent des milliers de tonnes de denrées chaque jour (récompensées par des tirs de dizaines de roquettes sur Israël), ou de la vie économique (ah, la mystique écolo de l'olivier arraché par des soldats sanguinaires...) est bien différente de ce qu'ils décrivent sans nuance, et de manière totalement biaisée.

Ces belles âmes gauchisantes ne semblent pas non plus avoir des réserves d'indignation infinies puisqu'elles oublient aussi la réalité de l'exercice du pouvoir palestinien fondé sur la censure et la répression.

Entre les purges idéologiques, la censure de la presse,¹⁵ la torture et l'exécution des opposants, la condamnation à mort de ceux qui font des transactions immobilières avec des Juifs, on peut se demander ce qu'attendent ces pacifistes pour dénoncer l'absence totale de liberté politique dans les territoires contrôlés par le Fatah comme par le Hamas ainsi que les exactions commises par le Hamas et le Fatah envers leurs propres populations. Cela pose une question cruciale sur leur bonne foi. Quelle est la crédibilité des gens qui dissimulent ces réalités en se cachant derrière la banderole de la justice et de la liberté pour promouvoir des régimes islamofascistes ? La réponse est simple : elle dépend directement de la crédulité de leurs lecteurs-électeurs, de leur envie de croire à ces fables — par amour des « Palestiniens » ou par envie de haïr Israël ?

Pourquoi tout exiger d'Israël et rien de ses adversaires, automatiquement absous de leurs attentats sanguinaires contre des civils ? Pourquoi s'intéresser à Israël au nom de la justice... et à aucun autre pays au monde ?

Que je sache, le Parti Communiste, la LCR, les Verts et leurs différents avatars du monde associatif et des ONG n'appellent pas au boycott de l'Arabie Saoudite, de l'Iran, de la Syrie ou autres dictatures islamistes. Ils ne s'indignent guère de ce qui se passe au Soudan ou en Chine. C'est cette indignation sélective, ce deux poids-deux mesures qui relève de la judéophobie. C'est bien Israël dans son entier qui est visé et non « sa politique ». Le philosophe Vladimir Jankélévitch le disait déjà il y a longtemps : « Quand il s'agit d'un Juif, l'être ne va pas de soi. Les ennemis d'Israël ne 'reconnaissent' pas Israël. Israël est transparent, inexistant. On ne négocie pas, on ne dialogue pas avec celui qui n'existe pas. Or il n'est pas évident qu'un Juif doive exister ; un Juif doit toujours s'excuser de vivre et de respirer.¹⁶ (...) L'antisionisme' offre enfin à nos concitoyens la possibilité d'être antisémite tout en restant démocrate. Quelle aubaine ! Ce plaisir-là ne sera plus réservé à la droite... »¹⁷

Une stratégie délibérée

On pourrait s'étonner une nouvelle fois et se demander pourquoi, dans leur soif de justice, ces militants de la justice n'expliquent pas ce qu'est le Hamas et ce que sont ses ambitions génocidaires ? Pourquoi l'endoctrinement des enfants soldats dressés au combat djihadiste par l'Autorité Palestinienne ne figure pas à l'avant-scène de leur indignation ? Cessons cette naïveté ironique. Ils savent très bien ce qu'ils écrivent.

Quand bien même ils auraient raison et Israël serait dix fois le monstre qu'ils décrivent, ils auraient encore tort car en ne demandant de sanctions *que* contre Israël (parmi les dizaines de conflits existant dans le monde), ils révèlent une obsession dont les racines morales sont inadmissibles. Certes, ils ne sont sans doute pas antisémites au sens de Goebbels, ils ne croient sans doute pas à l'infériorité raciale des Juifs. Cela n'empêche pas une judéophobie profonde et totale qui les conduit à faire d'Israël le problème central du monde.

Il faut reconnaître ce conflit pour ce qu'il est : non une simple dispute territoriale que des négociations diplomatiques pourraient régler mais une lutte culturelle, religieuse et civilisationnelle livrée par l'islam contre les Juifs (sans parler de l'intérêt fondamental des barons locaux corrompus qui contrôlent les populations fanatisées par la religion en leur donnant un ennemi à haïr tout en captant les aides internationales). A côté du bras armé des différentes factions palestiniennes existe un bras idéologique, dont les prises de position à destination des occidentaux utilisent les valeurs universalistes (justice, droit, etc.). Ce n'est qu'un trompe-l'œil, dans l'esprit de la tromperie légitime que constitue la *Taqiyya*.¹⁸

Cette stratégie de dé légitimation d'Israël organisée à Durban¹⁹ a produit la campagne BDS qui n'est que l'une de ses applications proposées par l'Organisation de la Conférence Islamique et visant à détruire Israël par une guérilla juridique. L'activisme d'une partie du monde politico-idéologique occidental, en particulier dans la mouvance gauchiste, participe d'une alliance stratégique délibérée. Le fait que ses opinions soient relayées par la presse généraliste ne laisse pas d'être inquiétant tant l'absence de rectification factuelle revient à une condamnation implicite d'Israël : ces idées sont désormais diffusées de manière massive et gagnent chaque jour en légitimité.²⁰ C'est toute la classe « intellectuelle » occidentale qui, se voulant généreuse et restant ignorante des faits, est séduite par leur hypocrisie. A chacun de savoir si les ambitions génocidaires et jihadistes qui sont tapies dans l'ombre de leur rhétorique morale si fleurie ne finissent pas par être légèrement nauséabondes...

Jean Szlamowicz est maître de conférences à Paris IV-Sorbonne

NOTES

1 C'est désormais le nom que l'on donne aux Arabes musulmans de Palestine alors qu'il s'appliquait autrefois aux habitants de la Palestine dans leur ensemble, c'est-à-dire y compris les Juifs

NOTES

2 Notons que certains des signataires se veulent « révolutionnaires » : le renversement de l'ordre établi et du système légal étant leur objectif, le caractère pseudo-juridique de leur appel n'est qu'une façade et une subversion du droit — le boycott étant d'ailleurs lui-même illégal...

3 <http://www.jpost.com/Opinion/Columnists/Article.aspx?id=195474> (Adaptation française de Sentinelle 5771).

4 Le juriste Howard Grief le rappelle : « En fait, le Conseil de Sécurité n'a pas et n'a jamais eu l'autorité ou le droit d'ordonner à Israël de se retirer de territoires qui constituent des zones historiques et légales d'implantation du Foyer National Juif qui avaient été reconnues implicitement et explicitement comme appartenant au peuple juif par divers actes de loi internationaux : la Résolution de San Remo du 25 avril 1920 ; la convention frontalière franco-britannique du 23 décembre 1920 et le Mandat pour la Palestine confirmé par la Société des Nations le 24 juillet 1922 et accepté par le Traité sur la Palestine Américano-Britannique du 3 décembre 1924. », in « Le Conseil de Sécurité et la résolution 242, Entre violation du droit international et catastrophe nationale » (en français : 18 mars 2009, www.upjf.org ; Ariel Center for Policy Research, Paper No. 173, 2008 : « Security Council Resolution 242: A Violation Of Law And A Pathway To Disaster ». (<http://www.acpr.org.il/pp/pp173xs.htm>)

5 Malka Marcovich, *Les Nations Désunies, Comment l'ONU enterre les droits de l'homme*, (Jacob-Duvernet, 2008)

6 « Omar Barghouti s'inscrit à l'Université de Tel Aviv tout en prônant son boycott » (<http://www.drzz.info/article-30984873.html>). 3/05/2009.

7 NGO Monitor, « L'accusation d'apartheid : paresse intellectuelle ou stratégie immorale ? » in *Controverses* n°15, novembre 2010.

8 AP TV, 13 mai, 2005.

9 Palestinian Media Watch : <http://www.palwatch.org/main.aspx?fi=427>

10 Palestinian Media Watch : <http://www.palwatch.org/main.aspx?fi=435>

11 Sheikh Yousuf Abu Sneina, 8. sept. 2000 : « Allah made it clear to us through the laws of the Sharia (Islamic religious law) and we say: The Islamic Land of Palestine is one and cannot be divided », Ibid.

12 Education islamique, niveau 12, p. 86. Source : Palestinian Media Watch.

13 Ibid, p. 86-87.

14 « Indoctrinating Palestinian Children to Genocidal Hate », par Manfred Gerstenfeld, Tuesday, December 23, 2008, www.frontpagemagazine.com ; version française : « Les enfants palestiniens formés à la haine génocidaire », <http://www.debriefing.org/27519.html>

15 Le Palestinian Center for Human Rights a dénoncé dans un communiqué du 12 juillet 2010, la censure de la presse à Gaza et en Cisjordanie, censure organisée sous la menace des armes par le président de l'autorité Palestinienne et par le Hamas.

16 *L'imprescriptible*, p. 22.

17 Vladimir Jankélévitch, « Allocution au mémorial du martyr juif inconnu », 1969 (in *L'imprescriptible*, p. 78).

[18](#) « How Taqiyya Alters Islam's Rules of War », de Raymond Ibrahim, *Middle East Quarterly*, Hiver 2010. Version originale : <http://www.meforum.org/2538/taqiyya-islam-rules-of-war>

[19](#) Gerald Steinberg, « L'importance des ONG dans la stratégie de Durban », *Controverses* n° 15, novembre 2010.

[20](#) Avec simultanément le désir très intense de faire partie d'une minorité éclairée et « courageuse » : parmi les réactions de lecteurs massivement anti-israéliens et dont les interventions sont truffées de contre-vérités publiées sans aucun contrôle, on trouve cette perle : « La campagne BDS est l'unique action menée contre la politique israélienne ».

Les "Palestiniens" dans le monde arabe :

Pourquoi le silence ?

Palestinians in the Arab World: Why the Silence?

by Khaled Abu Toameh

July 20, 2010

<http://www.hudson-ny.org/1422/palestinians-in-arab-world>

Adapté par Aschkel

À quand remonte la dernière réunion du Conseil de sécurité des Nations unies pour condamner un gouvernement arabe pour ses mauvais traitements infligés aux "Palestiniens"?

Comment se fait-il par exemple que des groupes et des individus sur les campus universitaires aux États-Unis et au Canada qui se disent "pro-palestinien" se taisent quand la Jordanie révoque la citoyenneté de milliers de "Palestiniens"?

Le sort des Palestiniens vivant dans les pays arabes en général, et le Liban en particulier, est totalement ignoré par les médias dominants de l'Ouest.

Comment peuvent-ils fermer les yeux sur le fait que l'Égypte, la Syrie, le Liban, la Jordanie et beaucoup d'autres pays arabes continuent d'imposer des restrictions sévères sur les allées et venues des "Palestiniens"?

Où sont les prises de position de ces groupes et de ces individus concernant le débat actuel au Liban au sujet de l'octroi des droits fondamentaux des palestiniens qui ont été si longtemps bafoués, y compris l'emploi, la sécurité sociale et les soins médicaux?

N'ont-ils pas tous entendu parler de ce débat ? Probablement pas, puisque l'affaire n'a pas réussi à attirer l'attention de la plupart des correspondants et commentateurs sur le Moyen-Orient.

Des informations ou un sujet sur les "Palestiniens" qui ne comprend pas un angle anti-Israël se trouve très rarement à la première page des journaux occidentaux.

La démolition d'un bâtiment appartenant à des Arabes de Jérusalem est illégale, pour la plupart de ces correspondants, beaucoup plus important évidemment que des centaines de milliers de "Palestiniens" au Liban qui continuent de souffrir d'une série de restrictions humiliantes.

Non seulement pour les "Palestiniens" vivant au Liban le droit à la propriété leur est nié, l'accès aux soins de santé est très limité, et ils ont l'interdiction et ce de part la loi libanaise d'accéder à un grand nombre d'emplois.

Quelqu'un peut-il imaginer ce que serait la réaction de la communauté internationale si, demain, Israël avait adopté une loi qui interdit à ses citoyens arabes de travailler comme chauffeurs de taxi, journalistes, médecins, cuisiniers, serveurs, ingénieurs ou avocats? Ou si le ministère israélien de l'Éducation publiait une directive interdisant aux enfants arabes de s'inscrire dans les universités et les écoles?

Mais qui a dit que les autorités libanaises n'ont rien fait pour «améliorer» la situation? En fait, les "Palestiniens" vivant dans ce pays devraient être reconnaissants envers le gouvernement libanais.

Jusqu'en 2005, la loi interdisait aux "Palestiniens" de travailler dans 72 professions. Maintenant, la liste des emplois interdits a été réduite à 50.

Pourtant, les "Palestiniens" ne sont pas autorisés à travailler en tant que médecins, journalistes, avocats ou pharmaciens au Liban.

Ironie du sort, il est beaucoup plus facile pour un "Palestinien" d'acquérir la citoyenneté américaine et canadienne avec un passeport d'un pays arabe. Dans le passé, "les Palestiniens" vivant en Cisjordanie et la bande de Gaza avaient encore droit à la citoyenneté israélienne si ils épousaient un citoyen israélien, et leurs familles étaient réunies à l'intérieur du pays.

les politiciens libanais sont en train de débattre d'une nouvelle législation qui accorde des «droits de caractère civil» "aux Palestiniens" pour la première fois en 62 ans. Le nouveau projet de loi comprend le droit de posséder des biens, des prestations de sécurité sociale et l'accès aux soins médicaux.

Beaucoup de Libanais se sont dits opposés à la législation de peur que cela puisse ouvrir la voie à l'intégration des "Palestiniens" dans leur société ce qui constituerait un fardeau pour l'économie.

Le débat houleux a incité le Parlement à reporter le vote sur le projet de loi au mois prochain.

Nadim Khoury, directeur de Human Rights Watch à Beyrouth, a déclaré: «Le Liban a marginalisé les réfugiés palestiniens depuis trop longtemps et le Parlement devrait saisir cette occasion pour tourner la page et mettre fin aux discriminations contre les "Palestiniens".

Rami Khouri, un journaliste libanais, a écrit dans The Daily Star que «tous les pays arabes maltraitent des millions de travailleurs sous contrats arabes, asiatiques et africains, qui sont souvent traités on ne peut mieux que du mobilier... Les mauvais traitements, les conditions de vie épouvantables, le travail limité et non sécurisé, le manque de sécurité sociale et des droits à la propriété des "Palestiniens" [au Liban] sont une marque d'absence totale de morale.

Les journalistes étrangers justifient souvent leur incapacité à rapporter les souffrances des "Palestiniens" dans le monde arabe, évoquant des "problèmes de sécurité" ou la difficulté à obtenir un visa d'entrée dans ces mêmes pays.

Ces excuses sont inacceptables compte tenu du fait que la plupart d'entre eux pouvaient encore écrire sur ces questions à partir de leurs bureaux ou leurs foyers en toute sécurité à New York, Londres et Paris.

N'est-ce pas ce que la plupart d'entre eux font de toute façon lorsqu'il s'agit d'écrire sur la situation en "Cisjordanie" et à Gaza?



Le racisme annoncé du futur Etat de Palestine, Schmuel Trigano

Dans une rencontre avec la presse égyptienne, en Aout 2010, Mahmoud Abbas, président de l'Autorité Palestinienne, sur qui les Etats-Unis et l'Europe fondent tous leurs espoirs de paix, a dévoilé le fond de sa pensée sur les Juifs et la nature du régime qu'il entend instaurer dans un éventuel Etat de Palestine.

Si les exigences officielles des Palestiniens pour un règlement sont connues (engagement préalable d'Israël à se retirer sur les frontières de 1967, l'arrêt de la construction dans les implantations, y compris à Jérusalem, la division de cette ville – l'est, y compris la Vieille Ville, devant revenir à la Palestine -, la solution du problème des "réfugiés", conforme aux exigences arabes et à la résolution 194 (1) de l'Assemblée des Nations unies) (2), c'est l'intention qui fonde le principe, énoncé déjà à maintes reprises par Abbas ou Saeb Erekat, son "ministre" des affaires étrangères, de ne jamais reconnaître en Israël un Etat juif, qui prend sa véritable signification, à savoir une véritable épuration ethnique des Juifs, de la part de l'Etat de Palestine, et la submersion arabo-musulmane de l'Etat d'Israël.

Un discours antisémite

En envisageant la possibilité qu'une troisième force, comme l'OTAN, puisse être chargée de veiller à l'exécution de l'accord envisagé, Mahmoud Abbas s'est senti obligé d'y mettre une condition : qu'il n'y ait aucun soldat *juif* et aucun Israélien. "Je suis prêt à accepter une troisième partie qui contrôle l'exécution de l'accord, par exemple les forces de l'OTAN, mais je n'accepterai pas qu'il y ait des Juifs dans ces forces ni un Israélien sur la Terre de Palestine".

L'inanité de toutes les gloses sur le refus de reconnaître un Etat juif (on n'a pas à reconnaître "la religion" d'un pays, disaient certains pacifistes), et autres excuses dilatoires, devient patente. C'est bien de racisme antisémite qu'il s'agit de la part d'un homme qui fut l'auteur d'une thèse (soviétique) de doctorat négationniste de la Shoah.

Quand Mahmoud Abbas dit "Israélien" il pense clairement "Juif" si l'on fait le rapprochement avec ce qu'il demande aux forces de l'OTAN, à savoir : d'exclure les Juifs de leurs rangs. Tous les Juifs, en effet, ne sont pas de nationalité israélienne mais des nationaux de leurs pays respectifs. Sans doute accepterait-il des Arabes israéliens – déjà considérés comme citoyens potentiels ? – dans le futur Etat de Palestine ?

Si l'on fait le rapport entre son exigence du retour des "réfugiés" de 1948 et le refus de reconnaître un Etat *juif*, on comprend bien que sa demande, abusive et exorbitante (3), est un paravent politiquement correct du refus réel de reconnaissance de l'Etat d'Israël. Sous le poids de 5 millions de réfugiés ce pays deviendra *ipso facto* – en plus d'une ruine cédant sous le poids déferlant d'un tel afflux de populations (ennemies) -, un pays à majorité arabe et musulmane, un Etat binational où les Juifs deviendraient une minorité, alors que la Palestine sera uniquement arabe.

Pas un Juif, même sous la bannière de l'OTAN ou de l'ONU, ne pourra se trouver en Palestine, mais 5 millions d'Arabes s'ajouteront au million d'Arabes israéliens vivant déjà dans l'Etat d'Israël.

L'Autorité palestinienne concocte en fait pour l'Etat qu'on la presse de fonder un régime raciste sur la base d'un apartheid entre une Palestine pure de sang juif et un Etat d'Israël mélangé où les Juifs deviendront une minorité. Dans le refus de l'Autorité palestinienne de reconnaître un Etat *juif*, il y a donc plus qu'un déni de l'histoire et de l'identité juives. L'OLP a abandonné, sur ce point, son bluff d'une "Palestine laïque et démocratique" des années 1980-1990, à moins que cette dénomination ne concerne désormais l'Etat d'Israël seul, à côté de l'Etat de Palestine

Un racisme d'Etat

La Palestine, elle, sera arabe et musulmane. C'est ce qui est inscrit en toutes lettres dans le projet de constitution du futur Etat (4) : « Cette constitution se fonde sur la volonté du peuple *arabepalestinien* » (Art. 1), « le peuple palestinien est une partie des *nations arabes et islamiques* » (Art. 2), « la souveraineté appartient au peuple *arabe* palestinien » (Art. 10), « le caractère légal du peuple *arabe* palestinien sera incarné par l'Etat » (Art. 13). « L'*islam* sera la religion officielle de l'Etat » (Art. 6).

Nous pouvons vérifier ce dernier principe (l'islamité de l'Etat) à la lumière de l'opération de diversion rhétorique (l'article 6) à laquelle se livrent les rédacteurs de cette constitution, lorsqu'ils font mine de faire une place aux non-musulmans : « L'islam sera la religion officielle de l'Etat. Les religions *monothéistes* seront respectées ». Qui sont ces étranges "monothéistes" (et quid des Indous, des confucianistes, des bahaïs, etc., interdits de séjour en Palestine ?) sinon une version politiquement correcte du vieux statut de *dhimmi* imposé aux non-musulmans par la loi coranique (5) ? En l'occurrence, il ne s'agirait que de chrétiens, puisque des Juifs, il ne devra plus y en avoir dans l'Etat de Palestine...

Cet étrange statut de “monothéiste” nous aide à comprendre, par déduction, la vision que l’Autorité Palestinienne se fait de l’Etat d’Israël (entendez des Juifs israéliens).

En Palestine, les Juifs ne seraient théoriquement pas des citoyens, car ils ne sont ni « Arabes » (clé de la nationalité palestinienne, selon les articles 10 et 13), ni « musulmans » (clé de la loi nationale palestinienne selon l’article 6) ; ils seraient, quoique « respectés », hors souveraineté nationale, privilège exclusif des Arabes (art. 10), qui peuvent être chrétiens ou musulmans, certes, mais avec cette réserve que, puisque la loi sera conforme à la loi islamique, les Arabes chrétiens ne seront que des citoyens de seconde zone, soumis au statut que leur impose la loi coranique, un statut qui les exclut de la loi générale s’appliquant aux musulmans, assorti d’un “privilège” cependant : comme ils échappent aux règles du droit national (islamique) pour leur statut personnel, ils sont autorisés à le gérer de façon autonome, dans le cadre de leur loi et de leurs tribunaux religieux.

C’était déjà le cas avant l’ère coloniale, avant que l’islam ait perdu tout pouvoir sur les non-musulmans, et c’est bien ce que prévoit la constitution palestinienne dans son article 7 : « les principes de la Shari’a islamique sont la source première de la législation. Le pouvoir législatif déterminera la loi du *statut personnel* sous l’autorité des religions monothéistes conformément à leurs *confessions*, dans le respect des dispositions de la constitution et de la préservation de l’unité, de la stabilité et du progrès du peuple palestinien (sous-entendu “musulman”) ». La Sharia ne pèse sur eux que pour leur statut “civil” et politique d’obligés (soumission politique, comportementale et religieuse, paiement d’une capitation, la *djizya*, ou d’un impôt foncier sur la terre dont ils ont été dépossédés, le *kharadj*, etc).

Comment le statut du monothéiste nous renseigne-t-il sur la vision que l’Autorité Palestinienne a de ce que devrait être cet Etat d’Israël qu’elle ne veut pas reconnaître comme “juif” ? Elle reconnaîtrait les “monothéistes” dans les Juifs mais pas le caractère juif de cet Etat ? “Juif” ne désignerait donc pas à ses yeux un “monothéiste” ? C’est la compréhension du statut du *dhimmi* qui peut nous aider à comprendre cette apparente contradiction qui a tout d’une entourloupette pour ceux qui ne comprennent pas les catégories de la culture musulmane. Le statut du *dhimmi*, il faut en effet le savoir, n’est pas individuel mais concerne des collectivités, des “nations” (*millet*, du temps des Ottomans) politiquement soumises au pouvoir islamique depuis la “conquête”.

La base théologique de la condition collective du dhimmi demande à être expliquée. Dans la vision coranique, il y a eu, en effet, dans l'histoire, différentes "*oumma*", chacune se levant à l'appel d'un prophète (Moïse, Jésus, etc.), jusqu'à l'avènement de la *oumma* finale, rassemblant toutes les autres, à l'appel de l'islam. Le fond d'une *oumma* est donc une "religion". En ce sens, les dirigeants palestiniens ne peuvent pas non plus reconnaître en droit un Etat *juif* (et en fait tout Etat qui ne serait pas musulman), ce qui impliquerait l'autodétermination et la souveraineté d'une collectivité, dont le seul statut possible sous l'islam est celui de *dhimmi*. Il y aurait là un défi à la *oumma* islamique. Un Etat juif constitue ainsi dans son essence un scandale. Si les Juifs n'ont pas de place en Palestine dans l'Etat d'Israël, par contre, ils seront, par la force des choses, voués à redevenir des *dhimmis*. Les deux termes Etat et Juif constituent donc, en matière théologico-politique, un alliage impossible. Les Juifs ne peuvent avoir d'Etat, ils ne sont pas un peuple de rang politique, puisque seule la *oumma* doit l'être. Ils ne peuvent pas être libres, ni souverains.

La Charte de l'OLP est toujours valide (6)

Cette perspective apparaissait beaucoup plus clairement du temps où l'OLP ne pratiquait pas le double langage à un point aussi sophistiqué. Que lit-on dans cette charte ? « La Déclaration Balfour, le Mandat pour la Palestine, et tout ce qui a été fondé sur eux, sont déclarés nuls et nonavenus. Les prétentions à des liens historiques et religieux des Juifs avec la Palestine sont incompatibles avec les faits historiques et la véritable conception de ce qui constitue une nation. Le judaïsme, étant une religion, ne constitue pas une nationalité indépendante. De même que les Juifs ne constituent pas une nation unique avec son identité propre ; ils sont citoyens des Etats auxquels ils appartiennent » (Art. 20).

Sur l'arabité exclusive de la Palestine, la même charte déclarait: « la Palestine est le foyer du peuple arabe palestinien ; c'est une partie indivisible du foyer arabe, et le peuple palestinien est une part intégrale de la *nation arabe* (Art. 1) [...] « L'unité arabe et la libération de la Palestine constituent deux objectifs complémentaires » (Art. 13) [...] « Le peuple de Palestine joue le rôle d'avant-garde dans la réalisation de ce but sacré ».

On découvre à ce propos combien le cadre strictement palestinien, "national", est récent. « Le peuple palestinien croit en l'*unité arabe*.

Afin de contribuer pour sa part à atteindre cet objectif, il lui faut cependant, à cette étape de sa lutte, sauvegarder l'identité palestinienne et développer sa conscience de cette identité, et s'opposer à tout plan qui pourrait la dissoudre ou lui faire obstacle » (Art. 12), car (Art. 1) : « la Palestine est le foyer du peuple arabe palestinien ; c'est une partie indivisible du foyer arabe, et le peuple palestinien est une partie intégrale de la nation arabe ». La Palestine appartient donc à la *Oumma* (qui ne peut renoncer à une partie de la terre islamique).

Autorité Palestinienne et Hamas: deux versants d'une même tête

Il est intéressant de souligner que, dans leurs documents constitutionnels, les frères ennemis écrivent la même chose des Juifs/Israéliens, quoique de façon plus abrupte dans le cas du Hamas. Qu'on en juge. Sur les *dhimmis* la charte du Hamas déclare que « le Mouvement de la Résistance Islamique... est guidé par la tolérance islamique quand il traite avec les fidèles d'autres religions. Il ne s'oppose à eux que lorsqu'ils sont hostiles. Sous la bannière de l'islam, les fidèles des trois religions, l'islam, le christianisme et le judaïsme, peuvent coexister pacifiquement. Mais cette paix n'est possible que sous la bannière de l'islam » (7). Sur la nature du pays palestinien, le Hamas avance que : « Le Mouvement de la Résistance Islamique croit que la Palestine est un *Waqf* [*patrimoine religieux*] islamique consacré aux générations de musulmans jusqu'au Jugement Dernier. Pas une seule parcelle ne peut en être dilapidée ou abandonnée à d'autres [...] (Art. 11).

En quoi s'agit-il de racisme et pas de nationalisme?

Certains pourraient voir dans le qualificatif de "raciste" une expression polémique et idéologique. L'exigence de Mahmoud Abbas envers l'OTAN ne laisse aucun doute à ce propos. De quoi s'agit-il en effet quand il demande aux Etats européens, membres de l'OTAN, d'exclure des rangs de leurs forces leurs citoyens juifs ? Imagine-t-on la situation et les dispositifs juridiques que ces Etats devraient mettre en oeuvre pour écarter les Juifs de leurs citoyens ? En l'occurrence, Mahmoud Abbas ne les aide pas en définissant le critère du Juif : la loi religieuse, les origines ethniques, le père, la mère, le grand père ? Il frappe plus fort que l'Arabie saoudite, qui avait permis qu'au sein des forces américaines, lors de la guerre du Golfe en 1990-1991, il y ait des militaires américains juifs sur son territoire qui, pourtant, selon le Coran, est sacré et ne doit abriter aucun non-musulman.

Remarquons qu'Israël, pour sa part, n'a jamais requis que dans les forces internationales au Golan, au Sinaï, et au Liban les musulmans soient bannis! Dans tous ces cas, il n'est pas question d'Israéliens, mais de Juifs, et l'on comprend que les Palestiniens ne font pas, dans leur immense majorité de distinguo : "Yahoud" [Juif], dans cette région, désigne sans hésitation l'"Israélien". Ce que Abbas dit des Juifs, il le dit des Israéliens, comme on l'a vu, et il demande aux Européens, qui sont si complaisants avec lui, de s'aligner sur ses critères.

La Charte palestinienne de l'OLP est plus explicite, là aussi, sur l'intention raciste. Elle écrit dans son article 23: « Le besoin de sécurité et de paix, ainsi que le besoin de justice et de droit, requièrent de tous les Etats qu'ils considèrent le sionisme comme un mouvement illégitime, qu'ils déclarent illégale son existence, qu'ils interdisent ses opérations, afin que les relations amicales entre les peuples puissent être préservées, et que la loyauté des citoyens envers leurs pays respectifs soit sauvegardée ». Que désigne cette expression ampoulée de "loyauté des citoyens envers leurs pays respectifs" sinon les Juifs du monde entier (essentiellement les Etats occidentaux), non israéliens, que la charte désigne au soupçon et à la vindicte de leurs Etats respectifs, en laissant entendre qu'ils ne leur sont pas fidèles et pourraient prendre fait et cause pour Israël contre l'intérêt de leurs pays respectifs, qu'ils sont en fait des Israéliens, c'est-à-dire, plus crûment, des Juifs (8) ? Ils sont justement peints dans les traits classiques de l'antisémitisme: le complot juif mondial.

L'article 22 de la Charte trace ainsi les frontières de sa forme "antisioniste": « Le sionisme est un mouvement politique lié de façon organique à un impérialisme international et antagoniste à toute action pour la libération et à tout mouvement progressiste dans le monde. Le sionisme est raciste et fanatique dans sa nature, agressif, expansionniste, colonial dans ses buts, et fasciste dans ses méthodes. Israël est l'instrument du mouvement sioniste, et la base géographique de l'impérialisme mondial placé stratégiquement au sein du foyer arabe pour combattre les espoirs de libération, d'unité, et de progrès de la nation arabe. Israël est une source constante de menaces pour la paix au Moyen-Orient et dans le monde entier. Puisque la libération de la Palestine détruira le Sionisme et la présence impérialiste et contribuera à l'établissement de la paix dans le Moyen Orient, le peuple palestinien demande l'aide de toutes les forces progressistes et tournées vers la paix, et leur enjoint, sans distinction d'affiliation et croyances, d'offrir leur aide et leur soutien au peuple palestinien dans sa lutte pour la libération de sa patrie ».

La passivité internationale et... israélienne

Les propos de Mahmoud Abbas sont passés inaperçus, à moins que le monde entier ne sache à quoi s'attendre des Palestiniens "modérés" ; mais alors, pourquoi fait-on croire à la volonté de paix palestinienne et au mythe de la "modération" de Abbas? Aucune réaction israélienne, européenne ou américaine, pour ne pas dire française, n'a condamné ces propos odieux. Aucune réaction de protestation des institutions juives européennes et américaines non plus n'est venue troubler la torpeur de l'été. Aucune réaction du gouvernement israélien. Où sont les belles âmes de J Call pour fustiger cette "faute morale" et cette déclaration ouvertement belliciste ? Cela donne une idée de la complaisance de ces gens envers les exigences palestiniennes et arabo-musulmanes et de leur désintérêt pour l'impasse dans laquelle ils veulent précipiter Israël et le monde juif dans son ensemble.

Shmuel Trigano

Professeur des Universités

Sources de l'article:

Jonathan Halevy, "[Abou Mazen dévoile son approche raciste du peuple juif](#)". JCPA, 1/8/2010.

Shmuel Trigano, "Le refus palestinien d'un Etat juif", in *Controverses* 7/2008. <http://www.controverses.fr/pdf/n7/trigano7.pdf>

Notes

(1) La résolution 194 a été adoptée le 11 décembre 1948 par l'Assemblée générale des Nations unies. Elle est donc non contraignante comme celles du Conseil de sécurité. Elle décide: « *qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé[s] par les gouvernements ou autorités responsables.* »

(2) C'est ce qu'il avait proposé à Olmert, mais les négociations avaient buté sur l'échange de territoires. Pour Olmert, elles devaient concerner 6,5 % de la Cisjordanie, alors que les Palestiniens ne souhaitent pas aller au delà de 1,9 %. Olmert, en somme, était d'accord sur le reste.

(3) C'est le seul cas de l'histoire où le statut de réfugié devient héréditaire et où une institution comme l'UNWRA a été créée spécifiquement pour les Palestiniens, là où tous les réfugiés de la planète dépendent du Haut Commissariat des réfugiés de l'ONU. Ainsi, les 600 000 réfugiés de 1948 sont-ils devenus 5 millions et plus en 2010. Cette mascarade terminologique cache le fait que les Etats arabes n'ont pas voulu les intégrer comme cela s'est passé pour les dizaines de millions de réfugiés que le monde a connus depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, à commencer par Israël, qui a intégré les 600 000 juifs chassés des Etats arabes.

(4) [Palestinian Center for Policy and Survey Research \(PSR\) : *Palestinian draft constitution*](#). Prepared by The Constitution Committee in cooperation with the Konrad Adenauer Foundation.

(5) Qui les définit comme les « gens du Livre ».

(6) La Charte de l'Organisation de Libération de la Palestine (1968) n'a jamais été formellement abrogée par un vote aux ¾, comme le stipulent ses clauses, malgré le processus d'Oslo.

(7) Art. 31, 18 août 1988.

(8) A ce propos, il était important que le juge Goldstone soit Juif pour cacher ce travers : un Juif condamnant Israël, certificat de non-racisme pour le bloc arabo-musulman, qui sait ce qu'il est, entraîné par l'Organisation de la Conférence Islamique sur la scène de l'ONU.

L'Europe plus radicale que l'Autorité palestinienne ?

Source: [La Belgique Francophone Israël et les Juifs](#) et [philosemitismeblog](#)

La Libre Belgique (d'après AFP) s'est intéressée hier au boycott des produits des implantations de Cisjordanie imposé par l'Autorité palestinienne. Comme observe le politologue **Barry Rubin**, 30.000 Palestiniens travaillent dans les implantations. Le boycott risque de les jeter dans la pauvreté et ce n'est pas l'Autorité palestinienne qui va les dédommager- ce sera vraisemblablement le contribuable européen qui va être mis à contribution. Barry Rubin souligne que des ouvriers palestiniens travaillent dans les implantations juives depuis 16 ans et que c'est suite aux critiques de l'Europe de plus en plus radicale que l'Autorité palestinienne a pris ces mesures pour ne pas perdre la face. Mais ces faits *LLB* les passent sous silence.

Barry Rubin ([Going Backward? Understanding and Attempts to Resolve the Israel-Palestinian Conflict](#))

"Si les Palestiniens sont si cruellement opprimés par les implantations et si l'occupation les rend si malheureux, comment se fait-il qu'il ait fallu attendre 16 ans, jusqu'en mars 2010, pour voir l'Autorité palestinienne intimer aux 30.000 Palestiniens qui travaillent dans les implantations d'abandonner leur emploi et interdire la vente de produits des implantations dans les magasins palestiniens?"

Comment expliquer que, si les Israéliens exercent un tel contrôle sur les Palestiniens, l'Autorité palestinienne puisse imposer de telles mesures et qu'Israël [supposé exercer un contrôle total sur les Palestiniens] laisse faire ?

En fait, L'AP a été obligée de prendre cette mesure car elle gênée par des critiques politiques internes et du fait que sa position était en-deçà des prises de position européennes sur ce sujet.

Ajoutons que l'AP ne fera rien pour aider ces chômeurs supplémentaires, et il est improbable que les États arabes pourtant riches grâce à l'argent du pétrole dégageront des fonds pour aider à la création d'emplois. Il se peut donc que des donateurs occidentaux mettant la main à la poche pour verser des allocations de chômage. Si malgré l'interdiction quelqu'un est attrapé en train de travailler, il pourrait être exécuté, soit par les milices de l'AP ou jugé pour faits de collaboration."

La version de La Libre Belgique:

"Pour lutter contre l'essor des colonies israéliennes, le Premier ministre palestinien Salam Fayyad a lancé une campagne de boycottage de leurs produits qui se traduit par la saisie et la destruction de centaines de tonnes de marchandises. "Il est de notre devoir de surveiller et saisir tous les produits venant des colonies, conformément à la décision du gouvernement", explique **Fadi Abou al-Qourn**, un officier des douanes palestinien à Ramallah. *"Ce travail est en train de porter ses fruits car nous avons confisqué des centaines de tonnes de produits"*, assure-t-il, en présentant des caisses de vin, d'huile d'olive et d'autres produits de colonies juives destinés au marché palestinien. L'autorité palestinienne, qui a lancé cette campagne fin 2009, a placé des affiches à l'entrée de Ramallah exhortant tous les Palestiniens à y prendre part : *"Ne détruisez pas les camps de réfugiés en construisant des colonies"*, proclament-elles. Elle a également créé un site internet en arabe et en anglais sur lequel les produits boycottés sont décrits. De leur côté, les douanes sont chargées de saisir tout ce qui vient des implantations israéliennes. Selon M. Abou al-Qourn, les commerçants palestiniens ont dans un premier temps refusé de coopérer "mais, après un certain temps, ils ont compris pourquoi ces produits étaient visés" [...] *"Le boycottage ne va pas exercer de pression sur les colonies mais sur les Palestiniens de Cisjordanie, ceux qui travaillent dans les colonies"*, où sont employés des milliers de Palestiniens, estime **Anwar Ali Ramal**, un Druze propriétaire d'une usine de meubles à Bargan, une colonie israélienne. Ces derniers sont principalement employés dans les secteurs du bâtiment et de l'industrie, où les salaires sont deux fois plus élevés que du côté palestinien. De leur côté, les colons juifs fustigent ce que les plus extrêmes d'entre eux qualifient de "terrorisme économique". (D'après AFP)"

Le B.D.S entre histoire, lois et antisémitisme **Victor Perez**

On ne le dira jamais assez, « *l'appel au boycott est légal* ». Tout au moins si l'on en croit la charte de la *Campagne BDS France*(1) qui est, selon celle-ci, « *une réponse citoyenne et non violente à l'impunité d'Israël* ». D'où cet outil « *d'expression citoyenne pour l'application du Droit international* » qui « *lutte contre l'illégalité de la politique israélienne (...)*. Ce site vous en fournit un argumentaire factuel et juridique très documenté » (sic).

Mais avant d'étaler "l'argumentaire juridique", B.D.S conte à ses lecteurs « *un peu d'histoire* ». Une fiction qui affirme que « *La Palestine préexistait à Israël, même si c'était la Palestine colonisée, à une époque qui niait le principe d'autodétermination des peuples. A l'issue de la Première Guerre Mondiale, la Société des Nations (SDN) a donné mandat au Royaume Uni d'administrer la Palestine. Un simple mandat, car la Palestine n'appartenait ni à la SDN, ni au Royaume Uni. En 1947, le Royaume-Uni a annoncé qu'il entendait mettre fin à son mandat, et l'Assemblée générale a adopté la résolution 181 (II) recommandant un plan de partage, soit une solution à deux Etats. Cette recommandation **n'avait pas de force créatrice**, car l'ONU ne pouvait pas « donner » une terre qui ne lui appartenait pas* » (re sic).

Ce court extrait laisse cependant deviner entre les lignes que la *Palestine* fut un temps un état indépendant. Un pays dont il est impossible à quiconque, sauf à falsifier l'histoire encore, de citer sa monnaie, sa capitale historique ou même l'un de ses dirigeants d'alors. S'il est précisé aussi qu'elle « *n'appartenait ni à la SDN, ni au Royaume Uni* », il est donné à comprendre que tout partage était donc illégal et que cette terre devait donc revenir de plein droit et en totalité à ses "légitimes propriétaires" qui sont... les "Palestiniens" évidemment !

Ce qui n'est pas dit en revanche et qui est occulté volontairement, est qu'une première partition eut lieu en 1923. Un partage que la *Campagne BDS* ne remet nullement en question malgré qu'il fut décidé par la même *SDN*, l'ancêtre de l'Onu, et mis en application par le même *Royaume Uni*. Une division créant sur près de quarante-vingt pour cent du territoire de la *Palestine* mandataire un pays nommé *Transjordanie* et devant revenir aux *Arabes de la Palestine*.

Pays qui n'en fut pas moins attribué illogiquement à une tribu appartenant à la famille royale saoudienne afin de sauvegarder, par cela, les intérêts pétroliers anglais !

Les vingt pour cent restant devant revenir à l'autre peuple vivant alors sur le même territoire. Une contrée s'étalant de la *Mer Méditerranée* au *Jourdain*, comprenant *Jérusalem*, et devant satisfaire le vœu d'un refuge pour le peuple juif.

Tout cela et bien d'autres choses sont soustraites de l'intellect du lecteur. Et au vu de "l'histoire" racontée, détaillée et analysée ici très très brièvement, on est à même d'imaginer ce que peut-être « *l'argumentaire juridique* » du groupe juridique de *BDS* !

Notons laconiquement tout d'abord que les membres de cette campagne se basent sur les lois du début du vingtième siècle édictées par cette même *SDN*. Une instance internationale ayant émis la résolution 181 en 1947 et qui, alors, « *n'avait pas de force créatrice, car l'ONU ne pouvait pas « donner » une terre qui ne lui appartenait pas* » mais qui, miracle, a retrouvé tout ses pouvoirs tant ils servent à délégitimer *Israël*.

C'est ainsi, que pour l'exemple, la résolution 194, votée par l'*Assemblée générale* de cette instance et n'ayant aucune valeur contraignante est citée comme argument à propos des « *réfugiés palestiniens* ».

La IV^o convention de Genève de 1949 est citée quant à elle pour son article 49 qui indique que « *la puissance occupante ne pourra procéder à la **déportation** ou au **transfert** d'une partie de sa propre population civile dans le territoire occupé par elle* ». Chacun cherchera, indéfiniment évidemment, les dates et lieux de ces "transferts" et pourra même interroger les « *colons* » à ce sujet ! Des *Israéliens* volontaires pour peupler cette partie du territoire qui devait alors revenir au peuple juif lors du premier partage, et qu'une majorité de leurs concitoyens est prête à céder lorsque l'état juif sera formellement reconnu et considéré comme tel par le monde musulman.

Reconnaissance encore lointaine sur le terrain et totalement absent de cette campagne de **Boycott, Désinvestissement, Sanctions**. Une initiative publique qui tait sciemment à ses sympathisants son danger judiciaire car considérée par la justice française comme une « *provocation publique à la discrimination* ».

Un acte illégal coûtant lors de chaque procès quelques centaines d'Euros aux simples membres pris en flagrant délit d'antisémitisme mais rapporte gros électoralement aux hommes politiques le soutenant.

Une campagne donc qui n'hésite guère à tronquer l'histoire ou à interpréter les lois internationales selon ses besoins de délégitimation de l'état juif et qui démontre au final toute sa nocivité. Une nuisance exposant en plein jour le mal être des sociétés occidentales refusant de la combattre.

Victor PEREZ ©

Liens :

(1) : http://www.bdsfrance.org/index.php?option=com_content&view=article&id=101:lappel-au-boycott-est-legal&catid=17:le-boycott-et-le-droit&Itemid=62

Un apartheid arabe !

Signataires : *Steve Ambler (UQAM), Barry Babin (LTU), Jacques Brassard (ancien ministre), Richard Bastien (économiste), Julien Bauer (UQAM), Germain Belzile (HEC), Jean-Charles Chebat (HEC), Claire Gélinas (UQAM), Patrick Imbert (Université d'Ottawa), Michael Laughrea (McGill), Jacques Picard (UQAM) et Jean Renaud (Égards)- [cyberpresse](#)*

Les gauchistes qui ont pris possession de nos universités ont décrété une « semaine de l'apartheid israélien ». Ce qui illustre bien l'adage de Jean-François Revel selon lequel l'information est inutile pour générer des prises de position politique et les diffuser.

Israël, un État d'apartheid? De toute évidence, cela ne tient pas la route. Environ 1,2 million Arabes, chrétiens, musulmans, druzes, bédouins sont citoyens de plein droit, votent et sont représentés à la Knesset. Un des membres de la Cour suprême d'Israël est un musulman.

Nombre d'officiers de l'armée et de la police sont des Arabes. La diplomatie israélienne compte un grand nombre de consuls arabes. Quels rapports avec l'Afrique du Sud d'avant-Mandela?

Par contre, l'apartheid est visible, palpable dans les pays arabes et musulmans. Mais qui le dénoncera? Sûrement pas ceux qui organisent ladite «semaine antiapartheid israélien». Pourtant, ils auraient quelques raisons de le faire.

Tout d'abord, les États arabes ont tous ou presque un régime officiel d'apartheid. Les Kurdes syriens vivent sous la botte de la soldatesque d'Assad. Les Coptes égyptiens souffrent des attentats terroristes, des sermons haineux et du mépris quotidien.

Au Liban, la discrimination anti-palestinienne est une politique officielle. L'apartheid y est une affaire quotidienne et tangible. Les Palestiniens ne sont pas autorisés à ouvrir leurs propres entreprises, ni à exercer certaines professions. Cela dure depuis 60 ans, sans espoir de changement.

En Irak, les chrétiens sont massacrés et contraints à l'exil. Au Soudan, les Arabes du nord ont massacré 300 000 chrétiens et animistes du Darfour, et en ont exilé deux millions d'autres. En Algérie, les Kabyles sont traités comme des citoyens de seconde zone dont on nie la langue et la culture au nom du panarabisme.

Qui a entendu parler de la semaine contre l'apartheid libanais ou syrien ou égyptien ou irakien ou soudanais ou algérien? Jamais un mot, jamais une manifestation contre ces régimes qui ont en commun de ne reconnaître que l'islam comme religion d'État, les autres étant «tolérées» selon la loi de la Charia, c'est-à-dire à titre de religions de dhimmis inférieurs.

Chaque jour, des réfugiés noirs passent illégalement la frontière égypto-israélienne pour demander asile en Israël. Si Israël était ce que ses détracteurs prétendent, comment expliquer que des Noirs, qui savent trop bien ce qu'est l'apartheid, cherchent refuge en Israël?

Les résolutions de l'ONU qui se sont focalisées sur Israël ont du même coup occulté les exactions des dictateurs arabes contre leurs propres populations. On y a même élu la Libye comme membre de la Commission des droits de la personne, laquelle a centré ses condamnations sur Israël et permis ainsi à toutes les dictatures élues au sein de cette commission de n'être jamais inquiétées.

Pire encore, la Lybie a été louée l'an dernier à l'ONU pour la promotion des droits humains par une vingtaine de pays comme la Corée du Nord, le Myanmar, l'Iran, le Soudan. Ces dictatures se sont donné les unes les autres le droit d'écraser leurs propres populations en contrôlant cette commission. C'est cette même farce sinistre que l'on nous refait ici dans nos universités.

Dans nos universités, quelques étudiants hyper-gauchistes se réclament d'un cirque ubuesque ou aucun État arabe coupable d'apartheid n'est dénoncé. Il serait temps que ces étudiants apprennent à penser.

REMERCIEMENTS

Nous remercions tous nos intervenants, amis et partenaires qui par leur travail et leur fidélité nous ont permis de réaliser cette brochure.

Ce magazine est à diffuser le plus largement possible.

Il a été difficile de choisir parmi les centaines de textes et articles présents sur le site se référant au même thème ou thèmes associés.

Nous espérons que ce document pourra apporter éclaircissements et réflexion sur ce danger permanent qu'est la dé légitimation d'une démocratie, d'un Etat et de ses citoyens parmi la famille des nations.

L'équipe d'Aschkel.info

